

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia Faculté des sciences humaines et sociales Département de sociologie



Mémoire :

En vue de l'obtention du diplôme de master II en sociologie

Option : organisation et travail

Thème :

La formation sociopolitique d'un
mouvement social.

Etude de cas : association culturelle
Amghar Uchequf, Adekar.

Réalisé par :

Mr Fortas Toufik

Mr Fortas Ferhat

Encadré par :

Dr : Faradji Mohamed Akli

Année universitaire 2019- 2020

Remerciement

Avant tout, je remercie ma famille qui m'a soutenu au long de mon parcours étudiant et dans la réalisation de ce modeste travail de recherche. Puis, il m'est particulièrement agréable d'adresser mes vifs remerciements et d'exprimer exclusivement ma reconnaissance à l'égard des militants qui ont affiché de tout temps la bonne volonté et respect, mais surtout de l'intérêt pour ce travail scientifique, vis-à-vis d'eux je me sens tout à fait redevable, pour leurs contributions et coopérations. Mes remerciements s'adressent aussi à mon promoteur Mr. Ferradji Mohand Akli pour ses conseils précieux, au même titre, je tiens à témoigner ma parfaite gratitude au personnel de l'administration de notre faculté et enseignants, avec qui nous avons appris pendant notre première étape théorique, le sens de la recherche en sociologie. A toutes les personnes ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire, trouveront ici ma sincère gratitude.

F. Toufik

REMERCIEMENT

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon encadreur de mémoire, monsieur FERRADJI Mohand Akli, je le remercie de m'avoir encadré, orienté, aidé et conseillé.

J'adresse mes sincères remerciements à tous les professeurs, intervenant et toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et ont accepté de me rencontrer et de répondre à mes questions.

Je remercie mes très chers parents, qui ont toujours été là pour moi. Je remercie mes sœurs, et mes frères, pour leurs encouragements.

Enfin, je remercie mes amis Hamed Rabia, Gelmani Fawzi, Hamitouche Massilya, qui ont toujours été là pour moi. Leur soutien inconditionnel et leurs encouragements ont été d'une grande aide.

A tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.

F. Ferhat.

Dédicaces.

Je dédie ce modeste travail à mes chers parents bien aimés, je leur témoigne ma reconnaissance pour tout ce qu'ils font pour moi, à qui je ne saurais rendre assez.

A mon cher frère(MAHDI) qui me soutient autant malgré son âge précoce. A mes adorables sœurs (Silia, Nassima et Nadia). A ma nièce(Emilie) et mon neveu(Aylan).

A tous mes amis Sofiane, Karima, Mohand, Mouloud, Azedin, Boukhalfa, Bilal, kousaila, mohamed, Azzedine, Anissa, Baya, Farid... Et autre.

F. Toufik

DEDECACE

**Je dédie ce travail a ma famille, elle qui m'adopté d'une
éducation digne, son amour a fait de moi ce que je suis
aujourd'hui :**

**Particulièrement à mon père, pour le gout à l'effort qu'il a
suscité en moi, de par rigueur.**

**A toi ma mère, ceci est ma profonde gratitude pour ton éternel
amour, que ce rapport soit le meilleur cadeau que je puisse
t'offrir.**

**A vous mes frères, et sœurs qui m'avez toujours soutenu et
encouragé durant ces années d'études.**

F. Ferhat.

La liste des abréviations :

Abréviation	Signification
MAK	Mouvement pour l'autodétermination /autonomie de la Kabylie
GPK	Gouvernement provisoire kabyle
URK	Union pour la république kabyle
PPK	Parti du peuple kabyle
RCD	Rassemblement pour la culture et la démocratie
FFS	Front des forces socialistes
MCB	Mouvement culturel berbère
PPA	Parti du peuple algérien
MTLD	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
GPRA	Gouvernement provisoire de la république algérienne
UDMA	Union démocratique du manifeste algérien
UGTA	Union générale des travailleurs algériens
RPK	Rassemblement pour la Kabylie
KDS	Kabyles de services
CMA	Congrès mondial amazigh
FLN	Front de libération national
ALN	Armée de libération national
FIS	Front islamique de salut
EPA	Euro protection Algérie
DGSN	Direction générale de la sureté nationale
HCA	Haut commissariat de l'amazighité
LADDH	Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme

Table des matières.

Introduction :

partie théorique :

Chapitre I : cadre méthodologique et conceptuel de la recherche.

1- les raisons du choix du thème et les objectifs.....	01
2- la problématique de la recherche.....	03
3- les hypothèses.....	05
4- la définition des concepts clés.....	06
5- la méthodologie de recherche et les techniques utilisées.....	10
6- la pre-enquête.....	11

Chapitre II : Des revendications linguistiques au projet de la culture Kabyle :

1- les événements de la pré-guerre de libération nationale algérienne.....	17
1- 1. Des premiers étincèles de la cause linguistique.....	17
1-2. Radicalisation des jeunes militants kabyles.....	17
2. La phase culturaliste et la naissance du mouvement culturel berbère	19
2- 1. La phase culturelle, le MCB, le mouvement kabyle algérien.....	19
2- 2. Des actions nationales à des actions transnationales	20
3. La langue amazighe est le manuel de manipulation du système	21
3-1. Les négociations du HCA et l'enseignement de la langue amazighe.....	21
3- 2. Les déclarations présidentielles sur la question de la langue amazighe.....	22
4- Le printemps noir.....	23
4-1. La tragédie nationale kabyle.....	23
4- 2. L'échec totalitaire des élites kabyles traditionnelles.....	25
4- 3. Une nouvelle élite locale.....	26
4- 4. Le manuel de la violence, la réponse de l'Etat.....	27
5. la naissance d'une pensée autonomiste.....	28
5- 1. L'autonomie locale et région du FFS et du RCD.....	28
5- 2. Le rôle de diaspora et la référence catalogne.....	29
6. L'autonomie de gestion	30
6-1. La gestion des actions associative	30
6- 2. L'autonomie de la gestion politique associatiatives.....	32

Chapitre III : Du retard de développement économique, en Kabylie.

1. Sinistre social et économique	36
2. Le développement otage de la bureaucratie central.....	37
2 -1. Retard de développement en Kabylie.....	37
2- 2. Foncier industriel, principale difficulté.....	38
2- 3. Une succession de restrictions budgétaires.....	39
3. Enième preuve du sabotage économique de l'Algérie contre la Kabylie.....	40
4. L'investissement bloqué en Kabylie.....	41
5. Blocage des projets de Cevital.....	43
6. Finance publique : le pouvoir veut appauvrir davantage la Kabylie.....	45
7. Le chômage repart à la hausse à Bejaïa.....	46
8. Des travailleurs réclament leurs salaires impayés plus de sept mois	47
9. La Kabylie et le travail de sape du régime.....	48
10. La Kabylie brûle en silence.....	51
11. Les parents d'élèves dénoncent l'état catastrophique de l'établissement.....	53

Chapitre IV : Les choix politique du pouvoir en place vis-à-vis la Kabylie

1. En Algérie, les protestants de Kabylie cibles du régime.....	57
1-1. La loi liberticide de 2006.....	57
1- 2. Une presse algérienne discrète.....	58
2. Déclaration : Halte à la stigmatisation de la Kabylie.....	58
3. De violences policières en Kabylie suscite colère et indignation.....	59
4. Algérie : comment un amendement de loi sur le tamazight a rallumé la contestation en Kabylie.....	61
5. Le plan du pouvoir prend forme contre la Kabylie.....	63
6. Halte à la répression brutale en Kabylie.....	64
7. L’usurpation et le dévoiement de la mémoire de Lounès Matoub.....	66
8. La Kabylie est une terre de résistance à l’islamisme.....	67
8- 1. Terrifié l’image de la Kabylie.....	67
8-2. L’astuce est diabolique.....	69
8- 3. Cette armée est incompétente.....	70
9. Des kabyles Algériens interdits de passeport.....	71
9- 1. Apatride.....	72
9- 2. Chantage.....	73
9- 3. Scission.....	73
10. Irruption du drapeau amazigh dans les manifestations.....	74
10- 1. Interdiction de l’emblème amazigh.....	75
10-2. Détenus pour port de l’emblème amazigh.....	76
Conclusion générale.....	
La liste bibliographique	

Introduction

Introduction générale :

La société est la chose la plus complexe avec sa richesse identitaire, culturelle et linguistique inventée par des groupes d'individus à fin de garantir un processus de communication permanent et dynamique dans le but d'appréhender et de conserver son existence ethnique avec ses particularités spécifiques qui la distinguent des autres groupes sociaux. L'intérêt et la fonction primordiales de ce processus est de générer, d'asseoir la cohérence qui permettrait aux membres d'une seule collectivité de forger une identité commune et s'insérer dans ce tissu social.¹

Néanmoins, le colonialisme traditionnel a fusionné entre ces groupes ethniques, dans le but d'intérêt et l'exploit des richesses, sans s'intéresser aux consentements ni à l'admission de ces peuples dans leur nouvelle unité. A cet effet, pour que les puissances mondiales dépassent ces crises ethnocentriques, ils préfèrent inventer le concept multiculturalisme qui paraît être la cause d'une prolifération incontrôlable de la complexité culturelle. Cette progression obligerait les individus à tenir compte de plus en plus de contenus allogènes dans la formation de leur identité culturelle, rendant ainsi la crise de la culture encore plus aiguë². Car, cette tendance peut donner naissance à une concurrence culturelle qui finirait par la domination d'une culture à des autres cultures avec l'aide du politique centraliste.

En somme, cette régression communautariste causée par la culture centraliste dominante engendre des révoltes ethniques, à travers le temps, pour reconstruire leurs cultures perdues dans la confusion multiculturelle. Parfois, ces agitations conduisent vers des mouvements autonomistes et séparatistes.

Dans cette présente recherche, nous allons procéder à l'étude du mouvement indépendantiste kabyle en se basant sur le critère linguistique et culturel comme étant facteur principal de son déclenchement. Par suite, nous enchaînons notre étude avec des éléments socioéconomique et des décisions politique comme seconds rapports.

- La première partie : est consacré à la démarche méthodologique adoptée dans cette étude, à savoir : la problématique posée, les hypothèses émises, la méthode et techniques

¹ Borbalane (J.C.R), « Une notion clef des sciences humaines », Revue sciences humaines, N° 27, Paris, Avril 1993, P 18.

² <https://www.erudit.org/fr/revues/socsoc/2012-v44-n2-socsoc0335/1012923ar/>.

utilisées, ainsi que la définition des concepts et notions clés, sur ce s'ajoute la pré-enquête avec ses entretiens et ses documentations exploratoires.

- **la deuxième partie** : est l'ensemble des facteurs théoriques qui ont des relations directes avec le déclenchement du mouvement indépendantiste kabyle. Cette partie est composée de trois chapitres qui se succèdent comme suite : - **le premier rapport** est culturel, identitaire et linguistique qui est un enchaînement des faits historiques et l'évolution de la revendication linguistique. – **le deuxième rapport** explique le fait de la précarité socioéconomique de la Kabylie, le blocage et la délocalisation des entreprises économiques causé par la politique fiscale et bureaucratique des décisions centrales. – **le troisième rapport** généralise les décisions politiques, juridiques et constitutionnels.

- **La troisième partie** : renvoie au volet pratique de la recherche dont la présentation du terrain et de l'échantillon d'étude, l'analyse des discours des acteurs fondamentaux du mouvement et enfin l'analyse et l'interprétation des données avec des résultats et des synthèses.

Partie théorique

Chapitre un :

Cadre méthodologique.

1. Les raisons du choix du thème :

Il n'y a pas une chose plus difficile au chercheur en sociologie de travail, que de s'engager dans des sujets qui n'ont pas déjà été abordés par d'autres chercheurs qui lui sont antérieurs, même si sur le terrain ces sujets semblent abondants, qui constituent dès lors un terrain fertile pour la recherche empirique dans le domaine de la sociologie de travail, car l'Algérie est un pays jeune en plein dynamiques qui touchent des domaines divers « social, culturel, économique et autres.. ». De ce fait, les principales raisons qui nous poussent à choisir ce sujet sont les suivantes :

Raisons objectifs :

- En effet, cette étude est importante dans la mesure où, depuis sa naissance, la sociologie s'est intéressée au mouvement social. Donc en menant cette étude nous ne faisons que suivre la logique de nos prédécesseurs.
- La raison qui nous motive dans le choix de ce sujet est la participation à la recherche sociologique.
- L'importance de ce sujet dans notre discipline de sociologie.
- pour répondre à la responsabilité pédagogique, étant étudiant en fin de cycle, il faut réaliser un mémoire à la fin de formation.
- la rareté des études sociologiques qui portent sur le cas particulier des nouveaux mouvements sociaux, notamment le mouvement indépendantiste.
- La rareté des études qui ont traité la nouvelle dynamique sociale qui caractérise le pays.

Les raisons subjectives :

- Etant kabyles et ce mouvement sociopolitique présent dans notre société, il nous y venu à notre pensée d'analyser son évolution pour comprendre la raison de son existence.

Les objectifs de la recherche :

À travers cette étude nous visons les objectifs suivants :

- Comprendre les facteurs fondamentaux qui se sont réunis pour la formation de cette tendance sociopolitique en Kabylie.
- Démontrer le processus historique et les mécanismes qui ont contribué dans la naissance de ce phénomène sociopolitique et culturel.
- Enrichir la bibliothèque par des sujets qui permettent d'élargir le champ et l'importance à la fois de la sociologie et du facteur sociologique dans le cadre des transformations actuelles, ainsi que de savoir comment les représentants de ce mouvements réagissent-ils faces à des contraintes sociales.
- D'enrichir sociologiquement la définition des mouvements sociaux en montrant la situation des militants dans le milieu politique et social, par rapport à la stratégie de manifestation.

2. Problématique :

A l'échelle planétaire les mouvements sociaux se multiplient, les revendications fédéralistes, autonomistes et d'autodéterminations s'inscrivent dans ces mouvements à des revendications pluridisciplinaires. Néanmoins, leurs modalités et leurs typologies s'accroissent sur des aspirations purement linguistique, culturel et le rejet du politique centraliste. « *Le recours à la notion de culture permet de montrer que la société n'est pas réductible à la logique de domination ou de contrôle fondée sur des ressources matérielles caractéristiques de la société industrielle* ». ¹

En effet, les discriminations des ethnies minoritaires, simultanément avec les crises et les affrontements culturels sont des phénomènes classiques bien étudiés. Les outre-mer français, la Corse, Hawaï, Porto Rico, l'île de Pâques, les îles Féroé ou les Åland sont de bons exemples, parmi tant d'autres.² À chacun ses raisons, à chacun ses moyens d'action, mais, le fait est le même, les insulaires manifestent leur attachement à leur espace géographique et à leurs cultures, mais aussi à leurs existences ethniques.

Un fait politique antillais a contribué au mouvement indépendantiste martiniquais. Depuis que le Front national, qualifié par Daniel Louis Seiller de parti ultracentraliste, mais également de raciste et différentialiste, a imposé ses thèmes dans le champ politique métropolitain et contesté le centralisme républicain qui accepte l'autre sous réserve de l'adhésion individuelle aux valeurs laïques. Le sociologue Michel Wieviorka a constaté l'émergence de revendications identitaires des populations d'origines étrangères, des métropolitains, liées aux discriminations raciales et spatiales qui les frappent en premier lors des périodes de crise économique. Il en résulte un repli sur sa communauté ethnique ou religieuse. Selon cet universitaire, ces revendications communautaires auraient suscité un nationalisme réactif au profit du Front national. Ce parti en utilisant des concepts de français de souche provoque une discrimination sociolinguistique et culturelle de ces minorités, qui parviennent par suite à des revendications extrémistes et séparatistes comme réponse au centralisme français.³

¹ Alain Touraine, *La voix et le regard* 1978, les éditions du seuil à Paris. p 85

²François Taglioni, les revendications séparatistes et autonomistes au sein des États et territoires mono- et multi-insulaires Essai de typologie, article de l'Université de la Réunion. p 5

³J, Mariette, *Le Mouvement indépendantiste Martiniquais : sociologie politique d'une ascension électorale*. Bulletin d'histoire politique. (2002), pp 134-135

Aujourd'hui, un sur trois, dans les récents soufrages, à souhaiter l'indépendance de la province québécoise du reste du Canada.⁴ Malgré que les revendications se distinguent d'un individu à un autre, mais le sentiment de la patrie les unit. Cette population étudie l'impression que le Canada est une menace à la culture québécoise. À leurs yeux, il existe aucun rapport en commun avec ces deux peuples.

Ces dernières décennies, les pays de l'Afrique du nord, l'Algérie et le Maroc, ont marqué des revendications identitaires berbères. Le mouvement vient de s'étendre à d'autres pays de la région, où, à l'ombre du printemps berbère, le monde découvre que la Lybie, la Mauritanie et le nord du Niger et du Mali sont aussi des amazighs qui aspirent de la même manière à la reconnaissance de leurs identités. Néanmoins, à l'immensité géopolitique et aux spécificités sociologiques et historiques de chaque pays, affirme que la manière, l'intensité ou la forme se distinguent et prennent des revendications différentes d'un pays à un autre, voir même d'une région à une autre.⁵

Dans cette étude, nous nous limiterons à l'Algérie et plus particulièrement à la Kabylie, nous nous intéressons principalement à l'évolution des revendications linguistiques qui passeront d'une simple demande de reconnaissance de la langue et de la culture berbères qui a commencé à l'époque coloniale et qui atteindra son explosion avec la massification de la revendication linguistique durant les événements berbères de 1980. Puis, une phase qui sera marquée par la radicalisation des discours et l'affrontement avec le pouvoir qui exerce de l'oppression et discrimination en touchant les domaines identitaires, linguistique, culturel, « *emprisonnement des militants qui portent l'emblème amazigh* »⁶, « *condamnation du militant indépendantiste, Amar SAIDANI à deux ans de prison ferme* »,⁷ le sabotage économique et la tentation de la délocalisation de certaines entreprises « ... *les zones d'activité sont à l'abandon. Beaucoup d'investisseurs sont partis ailleurs et les autorités locales ne font rien pour les retenir* »⁸. Les événements de 2001 marqueront cette

⁴ Stéphane Parent, Comprendre les motivations profondes des séparatistes québécois, article sur RCI

⁵ Mohand Tilmatine et Thierry Desrués. Les revendications amazighes dans la tourmente des "printemps arabes", 2017, Centre Jacques-Berque, (*UMIFRE*), *OpenEdition Rabat*, pp 35-43

⁶ Journal Liberté, 15/11/2019

⁷ Journal Liberté, 19/12/2019

⁸ Déclaration de l'entrepreneur A. YAKER, journal EL WATAN d'avril, 2015

étape à une demande d'autodétermination de la Kabylie.⁹ Dans cela, pour comprendre la raison de la naissance de ce mouvement et les conditions qui lui ont permis d'apparaître nous devons opter à la question de départ suivante :

- Quel est l'impact de la marginalisation linguistique des minorités sur la formation sociopolitique du mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie ?
- Comment le retard de développement économique en Kabylie peut-il engendrer un sentiment d'exclusion chez les jeunes de la région d'une part, et consolider le mouvement indépendantiste de l'autre part ?
- Comment les politiques et idéologies du pouvoir en place, vis-à-vis la région kabyle, ont exercé une influence négative sur l'intégration sociale et politique des Kabyles ?

3. Les hypothèses :

- L'émergence du mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie est le résultat de la marginalisation linguistique et culturelle de la région.
- la délocalisation des entreprises économiques dans la région de la Kabylie a engendré une situation de précarisation sociale, ce qui renforce d'avantage le mouvement indépendantiste chez la population kabyle.
- Les choix politiques du pouvoir en place, vis-à-vis la Kabylie, ont provoqué un sentiment d'exclusion chez les jeunes de cette région ce qui a favorisé l'existence d'un mouvement indépendantiste.

⁹ Mohand Tilmatine. Des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination: le cas de la Kabylie (Algérie), 2017, Centre Jacques Berque, pp125-129

4. la définition des concepts clés :

a. Marginalisation linguistique :

Le comportement de nombreux gouvernements ces derniers siècles a fortement été influencé par un modèle européen de l'État-nation qui a commencé à prendre forme vers le XV^e siècle. Avec la centralisation grandissante de l'administration étatique et le développement du concept de la souveraineté absolue du monarque, ce modèle s'est heurté à la question des populations ne reflétant pas la religion ou la langue de l'État-nation et de son souverain. Car l'idée même de l'État-nation, qui commence à s'établir durant cette période, veut que l'État soit composé d'individus appartenant à un même groupe, donc souvent du moins en théorie sinon dans les faits des individus devant être unis par une notion d'ordre identitaire.¹⁰

Le hic, c'est que cette vision de l'État-nation ne cadrerait que très rarement si jamais avec la réalité démographique, tant au niveau religieux qu'au niveau linguistique. Les résultats se sont vite fait ressentir avec tensions et conflits grandissants : d'abord au niveau religieux et par la suite plutôt au niveau linguistique avec l'évolution des États devenant de plus en plus séculiers et où les besoins de la communication et d'un appareil étatique de plus en plus présent et centralisé menèrent à un rôle grandissant de la dimension linguistique dans la société et l'appareil étatique et les rapports entre les gouvernements et les gouvernés. Ainsi naquit d'abord le principe du *cujus regio, ejus religio* vers le début du XVII^e siècle, c'est-à-dire « tel prince, telle religion » voulant que la souveraineté de l'État et de son prince ait comme conséquence le droit d'imposer sa religion à ses sujets : ceux qui désapprouvent ce choix n'avaient qu'à émigrer.¹¹

Ainsi, pour John Stuart Mill, l'un des « pères » du libéralisme occidental, les langues minoritaires ressemblent à un reliquat à moitié sauvage des temps passés . Pour moderniser, il faut que l'État adopte une politique linguistique d'assimilation pure et simple : « *Personne ne peut supposer qu'il ne soit pas plus avantageux pour un Breton ou un Basque de la Navarre française, d'être entraîné dans le courant d'idées et de sentiments d'un*

¹⁰ F. de Varennes, Langues officielles versus droits linguistiques : l'un exclut-il l'autre ?, <https://journals.openedition.org/droitcultures/2880>, p 45

¹¹ Ibid, p 46

*peuple hautement civilisé et cultivé, d'être un membre de la nationalité française, possédant sur le pied de l'égalité tous les privilèges d'un citoyen français, partageant les avantages de la protection française, et la dignité et le prestige du pouvoir français, que de bouder sur ses rochers, échantillon à moitié sauvage des temps passés, tournant sans cesse dans son étroite orbite intellectuelle, sans participer ni s'intéresser au mouvement général du monde. La même remarque s'applique au Gallois ou à l'Écossais des hautes terres (Highlands), comme membre de la nation anglaise ».*¹²

b. La délocalisation des entreprises :

Étymologiquement, délocaliser « c'est aller hors d'un lieu ». Par extension, c'est procéder à un changement de localisation. La définition la plus courante renvoie à la fermeture d'une unité de production située dans un pays A (appelé « pays d'origine »), suivie par l'ouverture d'une autre unité dans un pays B (appelé « pays de délocalisation »), qui a la charge désormais d'approvisionner le marché d'origine en biens ou en services. Ce type de transfert est fréquemment appelé « délocalisation totale ». Les délocalisations totales d'activités sont historiquement les premières formes existantes. Ce sont probablement les opérations les plus spectaculaires mais aussi, et fort heureusement, les moins fréquentes. Leurs conséquences économiques sont souvent dramatiques, privant des villes, voire des régions entières de leur employeur principal. Ces délocalisations sont particulièrement dénoncées puisqu'elles impliquent la suppression de nombreux emplois sur le site originel. Même si elles sont très spectaculaires, les délocalisations totales sont désormais marginales dans les pays industrialisés.¹³

c. Précarisation sociale :

Concrètement, la notion de Précarité associée à des situations de vulnérabilités sociales et de santé est ouvertement apparue dès 1976, alors que le contexte social en France se durcit. Les conséquences de la crise se font sévèrement sentir et le chômage devient rapidement le problème social le plus préoccupant. Les conditions d'emploi se fragilisent et des formes intermédiaires de travail, caractérisées par l'instabilité, se développent. La notion de précarité est introduite pour décrire ces phénomènes. L'usage de la notion de précarité masque pour un temps le développement

¹² J. S. Mill, Le gouvernement représentatif, traduction de PU/M. Dupont-White, Paris, Guillaumin, 1865, p. 343.

¹³ D. Messaoudi, Les délocalisations industrielles dans les mutations des systèmes productifs français, <https://journals.openedition.org/rge/5153>.

silencieux et ravageur de la grande pauvreté¹⁴. Il faudra attendre 1984 pour assister à un renouvellement, assez désordonné, de l'action publique dans ce domaine. Par l'intermédiaire d'une cinglante campagne de presse, la droite mettra en cause le gouvernement socialiste dans son incapacité à juguler l'extrême pauvreté. De manière tout à fait curieuse, tout se passe alors à gauche aussi bien qu'à droite comme si la pauvreté était un phénomène nouveau.¹⁵

d. Les choix politique du pouvoir en place :

On peut d'abord penser à la manière dont le pouvoir politique régule la société, c'est-à-dire organise sans cesse les ajustements que nécessite la conciliation d'intérêts opposés et de stratégies contraires. En ce sens, la régulation est la fonction essentielle du pouvoir politique entendu comme un organe, en politique entendu comme l'activité d'organisation des processus décisionnels.¹⁶

On peut, à l'inverse, penser que le pouvoir politique n'est qu'une fonction spécialisée ou un ensemble d'organisations spécifiques au sein d'un vaste ensemble de mécanismes permettant la reproduction d'un mode de production de la vie sociale déterminé donc au sein des processus de régulation. Celle-ci serait alors le maître-mot, le dernier mot d'une analyse globale de la société et intégrerait ainsi tous les phénomènes, tous les mécanismes et toutes les représentations qui produisent de l'ordre et du sens. Le pouvoir politique ne serait que l'un des sous-systèmes de cet ensemble. Un processus, un ensemble de procédures, de techniques de résolution des conflits et d'ajustements de positions, de revendications ou de stratégies. En ce sens, la régulation permet, en l'opposant éventuellement à d'autres modes de résolution des conflits, d'apparaître comme une des modalités d'action politique -peut être pas nécessairement extrêmement moderne comme nous le verrons.¹⁷

Si l'on choisit, en revanche le sens de l'inclusion du pouvoir politique dans la régulation, on utilise le terme de régulation dans un tout autre sens que je nommerai théorique. En effet, la régulation, comme la gravitation universelle ou la relativité, est une théorie qui concerne l'ensemble du camp social, une méta-théorie dont le pouvoir politique n'est qu'une partie. C'est la science politique qui est saisie par la régulation, notons d'ailleurs

¹⁴ Maurice Bouvier, *Ajam et autres*, dictionnaire économique et social, centre d'étude et de recherche, Marxistes, Ed, Sociales, Paris, 1975.

¹⁵ https://cns.sante.fr/wp-content/uploads/2015/cns_rapport-activite_2010-2011.pdf. pp 10-11

¹⁶ P. BRAUD, *Traité de science politique*, 1, 1985, p. 384

¹⁷ M. Miaille, *la regulation et le pouvoir politique*, université de Montpellier 1, working paper n° 31, Barcelona, 1991 ;

que, souvent, les auteurs parlent de régulation "sociale" pour expliquer le pouvoir politique, ce qui implique que les phénomènes de régulation sont plus larges que ceux du pouvoir politique, c'est à dire qu'ils organisent et structurent tous les phénomènes de pouvoir au sein de la société. Ceci nous rappelle l'origine sociologique et économique du terme.¹⁸

e. Mouvement pour l'autodétermination :

La notion d'autodétermination est surtout utilisée en sociologie dans son sens politique de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (autodétermination) découle directement du principe de la souveraineté nationale, proclamé explicitement par la Révolution Française. Il s'ensuit que les gouvernés doivent participer à l'élaboration des décisions qui les concernent et, par voie de conséquence logique, qu'une collectivité a le droit, quels que soient les traités et conventions que les rois ont conclus à son sujet, de choisir librement ses liens d'allégeance avec tel ou tel État (ou même de créer son propre État). »¹⁹

Mais on utilise davantage en sociologie, concernant les individus, les notions voisines et parfois synonymes d'autonomie individuelle ou, dans la perspective de l'étude des mécanismes de régulation des comportements, d'autocontrôle. Ces deux notions renvoient à la capacité des individus sociaux à évoluer par eux-mêmes dans l'espace social et à se donner et à respecter une loi de comportement, un code, une règle de conduite. Mais l'autonomie (*capacité d'un individu de se donner lui-même sa propre loi*) renvoie à la liberté ou marge de liberté dans le cadre notamment de la sociologie de l'action ; l'autocontrôle renvoie aux mécanismes de régulation des comportements dans le cadre d'une sociologie du contrôle social.²⁰

2. Définition opérationnelle :

1. Participation des jeunes dans des mouvements indépendantistes :

Les jeunes du monde entier affichent un refus croissant de la politique institutionnelle et de ses acteurs classiques de prédilection. Cela est un résultat d'un cumul d'idéologies entre la pensée traditionnelle conservatrice et moderne progressiste.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ La définition qu'en donne Georges Fischer dans l'Encyclopedia Universalis.

²⁰ <https://books.openedition.org/pur/61144?lang=fr>.

Le sentiment de frustration exprimé par cette jeunesse est une conséquence de la limite de la politique classique qui ne peut rien faire face à cette nouvelle génération rénové et développé dans le monde contemporain.

Dans la mesure où les jeunes eux mêmes interprètent leur condition de jeunes comme quelque chose de transitoire, l'engagement des jeunes ne représente pas une fin en soi. Elle est considérée comme un moyen pour atteindre quelque chose de plus important, une sorte de rôle social que l'individu assure dans les relations sociales dans lesquelles il est demeuré.

En somme, la jeunesse structure l'engagement politique, elle crée d'acteurs et de projets politiques, mais surtout des modes de vie plus significatifs et qui deviennent donc des codes et des langages partagés

5. La méthodologie de recherche et les techniques utilisées :

a. La méthode utilisée :

Pour comprendre la formation sociopolitique d'un mouvement social, notre étude s'inscrit dans une démarche qualitative, qui nous permet d'exploiter les agitations des militants qui s'inscrivent dans cette cause indépendantiste à fin de pouvoir répondre aux contraintes sous toutes les formes que subit leur région. Pour ce, nous avons opté pour la méthode de l'analyse des contenus, puisque son objet est la formation. A cet effet, cette méthode va nous permettre de dégager la signification réelle de chaque énoncé du discours de nos enquêtés et d'appréhender les conditions de production de ces déclarations.

b. Les techniques utilisées :

Dans cette recherche nous avons utilisé deux techniques de recueil de données, à savoir : l'observation participante et le guide d'entretien, qui ont marqué deux étapes différentes : la phase de la pré enquête et la phase du déroulement des entretiens.

Cette phase a été faite sur la base d'entretiens libres, l'analyse des revues journalistiques et postes des militants sur les réseaux sociaux qui nous ont permis de dégager les principales dimensions de notre guide d'entretien final sur lesquelles vont porter les questions sur les formations et l'engagement dans des actions sociopolitique, à cela s'ajoute l'observation directe et méthodique des comportements, de pancartes et des slogans

des militants dans une situation naturelle qui permet d'éviter le biais que pourrait induire le sujet lorsque il décrit son propre comportement.

6. La pré-enquête :

a). La révolution du 22 février de Saïd Saadi :

"...Des citoyens arrêtés et brutalisés avant d'être la plus livrés à des magistrats-vite rentrés dans les niches de la soumission-pour avoir un porter l'emblème de nord africain. Les médias publics à nouveau de muselés. Des sièges de partis investis sans mandat ni notification officielle. Des barrages interdisant l'accès à la capitale pour des voyageurs venant de Kabylie..."²¹

" Ce drapeau est l'affirmation symbolique de l'Afrique du Nord fraternelle et démocratique qui anticipe son avènement institutionnel. Une entité historique voulue par les membres de inspirateurs des mouvements de libération des trois pays que les émirats et leur congénères ordonnent de rayer de la carte géopolitique " ²²

" Vouloir asseoir son pouvoir en organisant la chasse aux Kabyles dans un relief particulier aux slogans (pouvoir assassin) scandé par les manifestants. En effet il apparaît clairement que ce qui est recherché à travers ces attaques, c'est la réouverture des fractures provoquées de longue date par le système de FLN pour empêcher les la cohésion de la Nation de se faire dans le respect général par et pour tout un chacun " ²³

" Ce jeudi, le juge d'instruction a entendu quatre détenus de la emprisonnés pour avoir arboré l'emblème amazigh dans la rue. La qualification juridique de ces détentions est ne trouve aucune base légale. L'une des détenus, la jeune femme élue du RCD Samira Messouci, a posé au magistrat la question qu'il aurait dû se poser lui-même. « *L'amazighité est constitutionnellement reconnue. Pourquoi nous avoir fait emprisonnés ?* » " ²⁴

" Le jeudi 5 septembre 2019. Samira Messouci élue à la l'assemblée populaire de wilaya de tizi-Ouzou. Elle a été arrêtée par la police le vendredi 28juin à Alger. La cour d'Annaba à relaxé de 8 août à nadir Fettissi, un manifestant arrêté pour avoir brandi un

²¹SADI said, révolution du 22 février, un miracle algérien, édition frantz Fano, p153

²²Ibid. p154

²³Ibid. p154

²⁴Ibid. P209

drapeau berbère lors d'une manifestation et contre qui le procureur avait requis 10ans de prison ferme. La juge de la cour Mme Ghania Semah, a prononcé un non lieu dans l'accusation « *atteinte à l'unité nationale* » et à ordonné la restitution des affaires saisies (un drapeau national et un étendard berbère " ²⁵

" La stigmatisation de la kabylie est toujours un signe avant-coureur des grands raidissements précédant les opinions autocratiques. Avec les emprisonnements illégaux de porteur de drapeaux amazigh, les arrestations opérées ce mercredi dans les rangs des militants indépendantistes⁸⁶ manifestants pacifiquement, les indicateurs classiques de choix stratégiques lourds du pouvoir Algerien apparaissent dans toute leur nudité. L'enlèvement du responsable de l'UDS, Karim Tabbou, exécuté ce mercredi vient ouvrir les yeux à la ceux qui ne voulaient pas voir. "²⁶

" ⁸⁶des militants du MAK (Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie) qui devait tenir compte de un sit-in, mercredi 11 septembre 2019 devant le portail principal de l'université de Tizi-Ouzou ainsi que le président de l'union pour la République Kabyle (URK) Bouaziz Ait Chebib, ont été arrêté avant d'être libérés le jour même "²⁷

b). Pour les assises de l'académie kabyle.

Il n'est un secret pour personne que de tout temps et pour ne pas s'éteindre, une langue a besoin de son Etat propre et d'une institution qui puissent non seulement lui donner une visibilité et donc, une existence que, parfois, ses propres locuteurs ignorent ou peinent à assumer, mais aussi un cadre scientifique à même de remédier, dans la concertation, aux divers points restés en suspens et autres approximations, notamment au niveau de sa syntaxe, de l'extraire aux limites d'une conception surannée et prisonnière d'une extrapolation dans le domaine de la linguistique à partir d'une lecture mythifiée de l'histoire et, enfin, de mettre en œuvre une stratégie visant à lui octroyer les moyens de s'épanouir, de gagner en puissance, sans jamais tomber dans l'élitisme stérile ou le purisme suicidaire.²⁸

²⁵Ibid. p209

²⁶ Ibid. P218

²⁷ Ibid. P218

²⁸ Allas Di Telleli écrivain et conférencier, militant indépendantiste kabyle, les assises de l'académie kabyle, publié sur sa page facebook, le 09/02/2020

c). Une mise au point d'un enseignant universitaire en langue et littérature amazigh :

"Je ne blâme pas mes aïeux, mais rien ne m'empêche de dire qu'ils ont tort. Oui, ils ont tort, car ils nous ont toujours guidés dans des voies sans issues. Ils étaient bons militants à avoir défendus toutes les causes justes, sauf la leur. Ils se sont allés jusqu'à sacrifier leur langue et leur identité pour faire partie d'une nation -Algérienne- qu'ils croyaient à leur image, c'est à dire, démocratique et plurielle. Mais, ils ont oublié qu'en étant minoritaires dans une majorité qui ne partage pas les mêmes spécificités ni les mêmes aspirations, leur sacrifice était tombé en vain. Hélas, ils n'ont pas réussi ni à démocratiser l'Algérie ni à préserver leurs Kabylie. D'où l'urgence de rompre avec le sentimentalisme des aïeux, et penser à un avenir meilleur pour nos enfants, ainsi pour notre langue et identité. Désormais, l'Algérie n'est kabyle qu'en Kabylie."²⁹

d). Entretien avec Karim Achab sur la question du côtoiement des jeunes au mouvement pour l'indépendance de la Kabylie.

Pour la première fois en Algérie, on a emprisonné des jeunes filles et garçons, des mères et des pères de famille, des femmes et des hommes pour avoir brandi le drapeau amazigh ou porté une robe kabyle ou un T-Shirt aux couleurs de la JSK. Cet acte est non seulement injuste mais humiliant non seulement pour les détenus en question mais pour toute personne se sentant amazigh dans son identité. Cela dépasse la détention pour une opinion politique, qui est déjà injuste, en raison du racisme anti-amazigh et anti-kabyle qu'elle renferme. Le caractère raciste de cette détention est avéré dès lors qu'elle vise un groupe d'individus ayant un symbole identitaire ou une tenue vestimentaire qui les représente, et elle ne vise pas les individus ayant brandi un autre drapeau ou portant une autre tenue symbolisant une autre identité.³⁰

Des jeunes qui ont eu un oeil arraché, d'autres ayant déjà purgé 6 mois de prison, d'autres y croupissent car condamnés à 1 ou 2 ans de prison pour avoir brandi le drapeau amazigh ou porté la robe kabyle pendant que ses enfants mènent une vie de luxe en Europe et aux USA avec l'argent du peuple et avec ça on prévoit de lui rendre un hommage et 3

²⁹ L. Yahyouné enseignant chercheur à la faculté l'être et langue amazigh, militant indépendantiste, mise au point, sur sa page facebook.

³⁰ Discussion facebook avec le militant et écrivain Karim Achab

jours de deuil même en Kabylie ? La Kabylie doit prévoir une grosse fête pendant ces journées de deuil. Qu'ils aillent faire le deuil et lui rendre hommage aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite, les salopards !³¹

e). Un entretien avec bouaziz ait chebib sur la question de la précarité sociale et économique en Kabylie.

Aujourd'hui, la Kabylie connaît une misère socio-économique des plus tragiques de son histoire. Le terrorisme fiscal et bureaucratique, la politique de la terre brûlée, l'insécurité, les détournements de projets (la raffinerie d'El Kseur vers Tiaret – un projet qui ne voit toujours pas le jour à cause de l'indisponibilité de l'eau), la sous-classification de l'aéroport de Vgayet et le rétrécissement et le cloisonnement de son port, l'autoroute Est-Ouest qui a contourné le territoire kabyle, fermeture des usines et leur transformation en casernes militaires ... L'État algérien déploie tout son savoir-faire contre la Kabylie qui travaille désormais à son émancipation vis à vis de ce colonialisme. La fermeture de l'Entreprise nationale des Industries Electro-ménagères (ENIEM) est le résultat du racisme étatique algérien, lequel a non seulement saboté notre économie mais il incarne réellement l'échec et la mise à mort du peuple kabyle. Solidaire avec les 1700 travailleurs de L'ENIEM, qui risqueraient de perdre leurs emplois, suite à un arrêt technique d'activité de leur entreprise, depuis le 2 février.³²

³¹ Ibid.

³² Discussion facebook avec le président de l'URK, Bouazi Ait Chebib

Cadre théorique.

Chapitre deux :
Des revendications
linguistiques au projet
de la culture Kabyle

Des revendications linguistiques au projet de la culture Kabyle :

1. les événements de la pré-guerre de libération nationale algérienne :

1- 1. Des premiers étincèles de la cause linguistique :

Les origines de cette phase remontent à la première moitié du XX^e siècle, en mars 1949, où, Ali Yahia, membre du comité directeur de la fédération de France du parti populaire algérien (PPA), mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), réussit à faire voter, avec une majorité écrasante de 28 voix sur 32, une motion dénonçant le mythe d'une Algérie arabo-islamique et défend la thèse d'une Algérie algérienne. Ces événements aboutiront aux affrontements sanglants et meurtriers entre les militants dits « berbéro-nationalistes » et les partisans d'une orientation arabo-islamiste. L'assassinat, la répression et les persécutions qui s'abattent sur leurs membres les plus influents sont alors justifiés par la nécessité de faire front commun face à l'ennemi français colonisateur contre lequel le Front de libération nationale (FLN) allait déclencher la lutte armée.¹

Malgré une participation très forte à la lutte de libération nationale, la Kabylie voit sa langue et sa culture exclues de la culture nationale et menacées par une politique d'arabisation très virulente le moment de la guerre de libération nationale et après l'indépendance². Ces événements passèrent sous la chape de plomb de la censure d'État et allaient y rester pendant des décennies après l'indépendance du pays. Toute référence au berbère et notamment à la Kabylie ou à sa spécificité était devenu tabou.³

1-2. Radicalisation des jeunes militants kabyles :

La répression vouée à l'échec dans son projet insurrectionnel ordonné après les massacres et annulé la veille, le 22 mai 1945, ils ont soulevé des interrogations sur les méthodes d'organisation et de fonctionnement du parti parmi les militants kabyles. Elles se traduisent dans l'immédiat par une demande à la direction de réunifier les deux Kabylie en une seule unité. La réponse laconique de la direction : <<ordre formel de ne pas vous

¹ A. Guennoun, *Chronologie du mouvement berbère 1945-1990*, Alger, Casbah Editions, 1999, p. 21-26

² Ibid ; pp 37-41

³ Ibid. pp 50-53

occuper de la petite Kabylie>>⁴ prouve de manque de confiance à l'égard des Kabyles et leurs imposition à une organisation du territoire sur la base du critère linguistique.

*« Influencés sur le plan idéologique par le marxisme, les jeunes responsables de la Kabylie (Bennaï Ouali, Ali Laïmêche, Amar Ould-Hamouda, Hocine Aït-Ahmed et Omar Oussedik ne l'identifiaient pourtant pas au PCA, contrairement à l'affirmation de l'historien Mahfoud Kaddache »*⁵

Dans ce passage, les kabyles ont inspiré leurs radicalisation de la pensée marxiste à fin de légitimer leurs réactions vis-à-vis le mépris linguistique et sectoriel que subissait leurs région.

*« Lorsque le PCA réalise, au cours de l'été 1945, qu'il était allé trop loin dans son antinationalisme en demandant un châtement exemplaire pour les agents provocateurs hitlériens et les pseudo-nationalistes, il adopte en août 1945 une nouvelle tactique : tout en condamnant les chefs nationalistes et continuant à défendre la thèse du complot fasciste, il engage en même temps une campagne d' amnistie pour les égarés »*⁶

Alors le dirigeant du PCA, interviewé par Emmanuel Sivan : *« Lorsque les cadres du PCA se rendirent en Kabylie pour y fonder des comités d'amnistie, ils se virent traités de renégat et de traîtres »*⁷

Les kabyles sont conscients de l'hostilité de la direction à la réhabilitation de la langue berbère, les responsables kabyles cherchent à donner un fondement au mouvement nationaliste, seul cadre permettant d'assumer la dimension berbère. Aït-Ahmed écrira plus tard : *«promouvoir la pensée révolutionnaire et les pratiques démocratiques c'était une façon de réhabiliter la culture berbère»*⁸. La question berbère se trouve donc étroitement associée à celles de l'indépendance nationale et de la démocratie.

Cette approche fut développée en mars 1946 par les cadres de la Kabylie devant Amar Khellil, délégué officiel du parti, en présence de quelques autres militants de la Kabylie,

⁴ AIT AHMED, affaire mecili, p74

⁵ Amar Ouerdane, LA «CRISE BERBÉRISTE» DE 1949, UN CONFLIT A PLUSIEURS FACES, Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, N°44, 1987. P 37

⁶ Ibid. p 37 témoignage de Nahori utilisé par l'auteur

⁷ Interview d'Emmanuel SIVA, 1976, p 152

⁸ AIT AHMED, 1983, p. 96)

notamment Amar Cheikh, Belaïd Aït-Medri, Salem El-Hadj et Mohand Amokrane Khelifati selon lequel la mise entre parenthèses de la question de la langue berbère fut décidée à cette réunion. Sa proposition de préparer un programme d'enseignement de la langue kabyle en adoptant naturellement son alphabet et de le présenter au parti fut rejetée. Toujours selon Khelifati, l'argument-clé, avancé pour rejeter sa proposition fut le suivant : «*Poser la question de la langue berbère à la direction hostile et de moins en moins révolutionnaire et ce après les massacres colonialistes de mai 1945, risque de déclencher une crise dont les conséquences seraient catastrophiques pour le mouvement nationaliste.* »⁹

En se référant à la majorité qui témoignent sur lui, il en gardera, jusqu'à présent, une certaine rancune aux Kabyles marxisants.

2. La phase culturaliste et la naissance du mouvement culturel berbère :

2- 1. La phase culturelle, le MCB, le mouvement kabyle algérien :

En 1980, l'esprit culturel incrustée par la perception des instituteurs, poètes et des écrivains kabyles, qui ont pour souci primordial, souvent professionnel, comme Boulifa, Mammeri, d'étudier, de conserver et de promouvoir le patrimoine linguistique et littéraire berbère¹⁰.

Pour ces auteurs, le travail culturel et linguistique est purement scientifique et académique, il ne surgit pas sur une vision politique, ou, si cela a eu lieu, ce n'est pas assumée en tant que telle, à l'exception du fameux événement crucial de la crise dite berbériste de 1949 pendant lequel des militants kabyles s'affrontèrent contre autres militants du mouvement national algérien sur la question de la définition de la future identité d'une Algérie indépendante.¹¹

« ...Dix sept ans après, les promoteurs du printemps kabyle d'avril 1980 nous reprochent encor de n'avoir pas mis en avant la question de l'officialisation de la langue berbère. Adolescent à l'époque, et il avait fait le mur du lycée pour assister et applaudir eux aussi la naissance d'un mouvement qui, déjà, entendait casser le monopole du, parti unique.

⁹ Réponse de M. A. Khelifati dans le conseil du parti sur la question de la langue kabyle

¹⁰ S. Chaker, « L'affirmation identitaire berbère à partir de 1900 : constantes et mutations (Kabylie) », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 44/1, 1987, pp 13-34

¹¹ Ibid. pp 35-39

Ils découvriront au fil des années cette Algérie à deux vitesses où une région-la Kabylie- semble évoluer plus rapidement grâce à la concentration des populations dans de multiple village cités qui facilitent la circulation des idées et le travail d'organisations.... »¹²

L'intérêt pour la culture et la langue berbères connaîtra un important mouvement social en Kabylie et s'étalera considérablement suite à un événement qui fait figure de moment fondateur du mouvement revendicatif amazigh, le printemps berbère d'avril 1980, qui donnera naissance au mouvement culturel berbère (MCB). C'est l'interdiction d'une conférence que devait prononcer le précurseur de la langue amazigh, avec des caractères latin, Mouloud Mammeri, à propos de son recueil qui s'intitule « *Poèmes kabyles anciens* » en 1980, chefs-d'œuvre rares de la culture orale kabyle, qui déclenchera l'étincelle des protestations et le cycle de violence et de contre violence. Il est intéressant de souligner que c'est la répression d'un événement spécifiquement culturel qui fut le détonateur des manifestations de ce fameux Printemps berbère et des violences qui se maintenaient durant des décennies jusqu'aux événements d'avril 2001. L'organisation se fera autour de la reformulation et de la reconstruction d'un autre cadre qui donnera un sens nouveau à la résistance collective face à cette répression¹³.

2- 2. Des actions nationales à des actions transnationales :

Ces revendications, d'abord locales, évolueront plus tard vers un caractère plus transnational pour toucher également la diaspora kabyle à l'étranger, des différentes associations et comités kabyles n'ont cessé de mener des actions en direction des organisations non gouvernemental international. C'est en France que la diaspora « berbère » est la mieux organisée. Forte de 1,2 million de personnes (majoritairement kabyles), d'une centaine d'associations et d'un important réseau de commerçants¹⁴

Les militants berbères commenceront à intervenir dans différents cadres pour donner une certaine visibilité à leurs revendications, dans leurs pays d'accueil. Ainsi, des représentants feront entendre la voix des Amazighs au sein du Congrès mondial amazigh, à travers leur participation aux instances internationales de l'ONU sur les peuples autochtones, au conseil

¹² AIT AHMED, l'affaire Mecili, pp 126-127

¹³ R.D. Benford, Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan , pp 217-255.

¹⁴ Aït Kaki Les Etats du Maghreb face aux revendications berbères In: Politique étrangère N°1 - 2003 - 68e année, p113

économique et social des Nations Unies, du 11 février au 1^{er} mars 2013, à la 82^e session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à Genève.¹⁵

Depuis la création de l'ONG berbériste a grandement investi les mécanismes internationaux relatifs aux questions des minorités. Elle collabore notamment au groupe de travail sur les populations autochtones et au groupe de travail sur les minorités, chapeautés par la sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Nations Unies. Pour contrecarrer un rapport sur les droits de l'homme en Algérie remis par le représentant permanent de ce pays à l'ONU, Mohamed Dembri, en mars 2001, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), le CMA a adressé à cette instance un rapport alternatif¹⁶ où Il a dénoncé l'oppression que subit la Kabylie, quand le pouvoir a envoyé sa police et son armée en d'innombrables occasions pour lui faire payer son refus de sa politique de déni identitaire.¹⁷

3. La langue amazighe est le manuel de manipulation du système :

3-1. Les négociations du HCA et l'enseignement de la langue amazigh en Kabylie :

La force de la revendication berbère et son extension sur tous les pays de l'Afrique du nord, aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif, mais également son internationalisation vont conduire à certaines concessions de la part du gouvernement central d'Alger qui commencera bientôt à se rendre compte de l'étendue de la contestation et du danger qu'elle représentait pour la stabilité du pouvoir. Ainsi, la multiplication des manifestations en Kabylie forcera les autorités à tolérer dans un premier temps puis à accepter l'introduction du berbère dans les universités kabyles de Tizi Ouzou (1990) et de Bejaia (1991)¹⁸

La fameuse grève du cartable de 1995 en Kabylie débouchera sur la création du Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA). Ainsi, le 27 mai 1995, après huit mois de boycott scolaire dans toute la Kabylie et de longues négociations entre la présidence de l'État, des

¹⁵ Mohand Tilmatine. Des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination: le cas de la Kabylie (Algérie), 2017, Centre Jacques Berque, p138

¹⁶ Rapport présenté par l'Algérie au CERD des Nations unies, référence CERD/C/362/Add.6, Genève, 4 octobre 2000.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Mohand Tilmatine. Des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination: le cas de la Kabylie (Algérie), 2017, Centre Jacques Berque, p141

représentants des deux tendances principales du MCB kabyle et ceux du Mouvement culturel amazigh, chaoui et mozabite, le décret présidentiel n° 95-147 du 27 mai 1995 portant création du HCA sera signé par les négociateurs des deux camps.¹⁹

Cette nouvelle institution qui est un organe étatique chargé de la promotion de la langue et de la culture amazighes, elle répond surtout à la nécessité d'exercer un contrôle direct de l'Etat sur la gestion de la question amazighe en Algérie. En effet, les articles 2, 3 et 8 de ce texte décrètent que ce Haut Commissariat est directement rattaché à la présidence de la république que son siège est fixé à Alger et enfin que cet organe est placé sous l'autorité du chef de l'État. Il a pour missions fondamentales la réhabilitation de l'amazighité en tant que l'un des fondements de l'identité nationale et l'introduction de la langue amazighe dans les systèmes de l'enseignement et de la communication.²⁰

3- 2. Les déclarations présidentielles sur la question de la langue amazighe :

Un autre fait qui compte parmi les concessions du gouvernement algérien à la question berbère, elle est reconnue comme une langue berbère. Le 12 mars 2002, le président Bouteflika en personne annonce la constitutionnalisation du berbère comme langue nationale à fin de la récupérer comme étant manuel gouvernemental sous le slogan politique de la récupération identitaire. Dans ses discours, le président Bouteflika abd al Aziz déclare :

« Les tentatives de destruction de la personnalité algérienne ont sans doute rendu lent et complexe le processus de récupération de la personnalité nationale. Il en a été ainsi de la récupération de l'identité nationale dans son intégralité. Il en a été de même de la récupération de l'arabité de l'Algérie. Il en a été ainsi de la récupération de son amazighité. C'est donc bien de l'identité du peuple algérien dans son intégralité qu'il s'agit lorsque l'on parle d'amazighité, et le caractère national des composantes de cette amazighité ne peut donner lieu à aucune contestation qu'il s'agisse de la langue ou de la culture amazighe »²¹

¹⁹ D. Abrous, « Le Haut Commissariat à l'Amazighité ou les méandres d'une phagocytose », Annuaire de l'Afrique du Nord, 34, Paris, CNRS éditions, 1995, p. 583

²⁰ Op cit, p143

²¹ A. Bouteflika, *Discours à la Nation*, Alger, 12 mars 2002, <http://www.el-mouradia.dz/francais/president/recherche/presidentrech.htm> [consulté le 12/11/ 2015].

Dans cela, tamazight devenait langue de tous les algériens à la place de l'arabe et l'islam comme patrimoine et l'identité non seulement de l'Algérie, mais de toute l'Afrique du nord à compter les pays voisins. Le président A. Bouteflika déclare aussi dans son discours à la nation :

« Tamazight s'entend de toutes les richesses linguistiques couvrant le territoire national aux côtés de la langue arabe, des Aurès à Kenadsa, de Bejaia à Tamanrasset, du Mزاب à Tamentit, de Tebessa à Maghnia, de Azazga à Takhmart, de Bousemghoun à Tindouf et de Djanet à Bordj Badji Mokhtar. »²². Mais cela ne peut être sans l'acceptation de tous les algériens et l'accord de tout le peuple sur cette identité, c'est ce qu'il affirme dans la même déclaration. « Il est primordial de poser comme postulat que la reconnaissance du tamazight comme langue nationale s'inscrit dans un esprit de consolidation du processus global de restauration de la personnalité nationale unique. »²³

La question de la langue amazigh est devenu un manuel pour établir l'ordre social et légitimé son mandat présidentiel, après avoir été refusé par la grande majorité sur l'échelle nationale et avoir été critiqué farouchement par l'opposition qui réussit à acheter plus tard.

4. Le printemps noir :

4-1. la tragédie nationale kabyle :

Une date sanglante dans l'évolution des revendications berbères, il a marqué un passage qualitatif, un événement historique est sans doute le désormais célèbre printemps noir de 2001 en Kabylie. Ces événements ont sans doute provoqué un tournant dans l'évolution des revendications identitaires dans la région et ont fait basculer celle-ci vers une radicalisation de ses revendications et ce dans totalement tous les domaines. Ces événements et ces massacres commis par la gendarmerie algérienne n'ont pratiquement pas répondu de réactions de solidarité dans les autres régions d'Algérie et ce malgré une plateforme de revendications, celle d'EL KSEUR, qui demandait des revendications démocratiques et social pour l'ensemble des Algériens. Deux événements sont considérés comme les étincelles qui ont mis le feu et provoqué les révoltes de jeunes Kabyles lors des célébrations, comme chaque année depuis 1980, de la commémoration du Printemps berbère de 2001.

²² Ibid.

²³ Ibid.

D'abord, la mort le 18 avril 2001 d'un jeune Kabyle de 20 ans dans une caserne de la gendarmerie locale de son village à Aït Douala. Dans leur version des faits, les forces de l'ordre déclarèrent que le coup de feu qui avait provoqué la mort du jeune Massinisa GARMAH était dû à un « accident par imprudence.²⁴

Ensuite, un deuxième cas d'affrontement se produisit le 22 avril 2001, à Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, lorsque la gendarmerie nationale interpelle brutalement trois lycéens, alors qu'ils étaient avec leur classe et sous la responsabilité de leur professeur de sport, pour avoir crié des slogans interprétés par les forces de l'ordre comme « outrage à l'encontre des gendarmes de la brigade.²⁵

Le bouclier de violence prend le dessus et réprime les manifestations, qui engendra par ailleurs plus d'une centaine de morts, des milliers de blessés et des handicaps à vie parmi les jeunes manifestants kabyles, sans que les responsables n'aient jamais eu à rendre compte de leurs actes devant la justice ni qu'aucune manifestation de soutien et de solidarité provenant d'autres régions d'Algérie n'ait pu être observée. Dans n'importe quel autre pays du monde démocratique, la mort de plus d'une centaine de jeunes et les blessures de plusieurs milliers de personnes par coups de feu tirés par les forces de l'ordre, et donc censées les défendre, auraient été traitées comme une tragédie nationale. En Algérie, cependant, le gouvernement n'aura même pas décrété un seul jour de deuil national. Jamais auparavant les médias, pourtant habituellement prompts à défendre farouchement l'unité nationale du pays, n'avaient parlé aussi, de cet événement, ni directement ni indirectement d'une rupture entre les Kabyles et l'État.²⁶

Les jeunes Kabyles, en raison du manque d'infrastructures et d'investissements et de l'emploi dans leur région, souffrent depuis toujours du chômage. Déprimés par le manque d'initiatives et de progrès de travail et l'absurdité d'avenir, ils reprochent à l'État son « mépris » (hogra) à leur égard, qu'ils comparent aujourd'hui au colonialisme français qu'ils souhaitaient renverser. Désormais, un grand nombre de Kabyles ne croient plus en une possible solution venant du gouvernement central ni comprennent pourquoi ils devraient

²⁴ M. Issad, Rapport préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie (juillet 2001), 2001, p. 8

²⁵ Ibid. p 09

²⁶ <http://www.lematindz.net/news/17254-kabylie-exister-en-dehors-de-la-dictaturealgerienne.html> : « Kabylie : exister en dehors de la dictature algérienne »

continuer à s'engager et lutter pour l'ensemble de l'Algérie lorsque le reste du pays ne répond pas lorsque la répression s'abat sur eux.²⁷

4- 2. L'échec totalitaire des élites kabyles traditionnelles :

Comme le signe Saïd Chikhi à propos des émeutes d'octobre 1988, le «champ hors-système, celui de la marginalité» est aussi celui d'une «marginalité symbolique». Celle-ci se proteste à travers une rupture entre deux générations, ancienne et nouvelle, et un refus des jeunes de se reconnaître dans l'idéologie des aînés et ils rejettent des pensées du passé et inspirent les structures du napoléon et de paris, quels qu'ils soient, parents ou dirigeants politiques.²⁸

Un des faits marquants des émeutes de Kabylie demeure la marginalisation des élites politiques traditionnelles de la région ; il est à ce propos significatif que les meetings organisés par les partis se soient souvent transformés en de simples échauffements pour de rudes affrontements avec la police. Ces élites appartiennent essentiellement au FFS et au RCD. Elles comptaient également des «militants indépendants» du Mouvement culturel berbère (MCB). La presse a rapporté les saccages de locaux du FFS et du RCD et le peu d'emprise de leurs députés, dépêchés en Kabylie, sur les jeunes révoltés. Elle s'est aussi fait l'écho de la médiocre influence qu'ont eue sur eux des figures du MCB, jusque là charismatiques. Le divorce de la Kabylie avec le pouvoir s'est approfondi dès l'ouverture du multipartisme. La Kabylie s'est manifestée à travers l'affaiblissement de la présence politique de l'ancien parti unique (FLN), dont l'influence était significative, contrairement à une idée reçue qui veut que cette région ait été gouvernée par le fer et le sang, sans le relais de notables et des traditionnelles assemblées de villages. Ce divorce s'est doublé, durant la décennie 90, du discrédit des élites politiques traditionnelles appartenant au FFS et au RCD. L'assimilation des anciennes élites kabyles s'est opérée à travers l'intégration au jeu politique au niveau central, mais aussi à travers l'intégration, par la bourgeoisie nationale, d'une bourgeoisie kabyle énergique. Pendant que l'élite ou le dirigeant du FFS et du RCD

²⁷ V. Geisser, « Trop diplômés pour être honnêtes : la hogra des immigrés en "col blanc" », Migrations et société, vol. 138, n° 6, 2011, p. 3-12.

²⁸ Saïd Chikhi, «Algérie : du soulèvement populaire d'octobre 1988 aux contestations des travailleurs», in Mouvement social et modernité, ouvrage collectif, Naqd/SARP, Alger, mars 2001.

s'intégrait à la vie algéroise, une nouvelle élite se formait. Elle est plus jeune, et son enracinement local est plus prononcé, fait remarquer le sociologue Abd Nasser Djabi.²⁹

4- 3. Une nouvelle élite locale :

La faillite des élites politiques traditionnelles a fait que le gouvernement n'avait plus de d'intermédiaire avec les jeunes éblouissante. Si les émeutes en Kabylie ont duré aussi longtemps, c'est aussi à cause de l'impossibilité de toute médiation avec les insurgés, comme le souligne l'historien Daho Djerbal. Le gouvernement a tenté, au début des événements, de lancer les appels au calme par le biais des parents et autres anciens militants du MCB, mais ces appels n'ont jamais été entendus. Il a tenté, plus tard, de nouer le fil du dialogue avec quelques délégués des comités de villages et de quartiers. Mais ces délégués n'ont jamais réussi à s'imposer comme une représentation reconnue par la population, ce qui ne s'explique pas uniquement par le climat de terreur communautaire imposé à la région par les dirigeants du mouvement citoyen, réfractaire à toute négociation avec les pouvoirs publics.³⁰

Les nouvelles élites locales se sont rassemblées au sein de la coordination de Kabylie, regroupant les représentants des comités de villages et de quartiers qui ont joué, pour la première fois de leur histoire, un rôle de représentation politique. Les membres de cette coordination étaient pour beaucoup d'entre eux issus du FFS et du RCD, les émeutiers rejetant surtout les figures politiques intégrées à la vie politique algéroise, députés et autres responsables national. Mais même quand ils étaient militants de partis, les délégués enlevaient leur casquette politique en intégrant ces collectifs. Ils redevenaient les représentants de leur communauté restreinte, le village ou le quartier, ou large, la communauté kabyle.³¹

La méfiance à l'égard des partis était telle que la Coordination a refusé de reproduire leur mode de fonctionnement, qui avait, pour elle, produit tant de politiciens professionnels peu crédibles. Elle n'a jamais eu de direction élue et révocable. Les décisions se prennent par consensus dans de grandes réunions qui, naturellement, sont peu propices au débat contradictoire. Au nom de l'autonomie du mouvement, plusieurs syndicats ont été exclus de

²⁹ Interview publiée dans Algeria Interface en mai 2002.

³⁰ Yassin Tamlali, la revolte de la kabylie ou l'histoire d'un gâchis, l'harmatan, 2003/2 N° 45, p 50-51

³¹ Ibid. 51

la coordination. Tout en reconnaissant l'importance sociale des comités de villages, le FFS leur a dénié toute prétention politique, allant jusqu'à accuser la coordination d'être à la solde d'un clan occulte du pouvoir (la sécurité militaire) et d'être une greffe maligne sur le corps sain du «mouvement citoyen»²². Le RCD, dont la rédemption aux yeux de la population était une opération bien plus laborieuse, a préféré, lui, soutenir cette coordination sans la moindre réserve. Ce mariage contre raison a surtout fonctionné dans le contexte de reflux de la mobilisation de la population. La principale mission de la coordination était, au départ, de mettre fin à la confrontation entre les jeunes émeutiers et les gendarmes et d'affirmer le «caractère pacifique» de la contestation. Il n'empêche que, dans leur désir de reconnaissance par les jeunes, les délégués se sont souvent mis dangereusement à leur diapason, comme le prouve un sidérant appel de la coordination de Tizi-Ouzou, en décembre 2001, à organiser des sit-in devant les brigades de gendarmerie.³²

4- 4. Le manuel de la violence, la réponse de l'Etat :

La réponse de l'État sera, comme toujours depuis l'indépendance, essentiellement répressive. Des événements très importants comme la mort du chanteur Lounes Matoub juin 1998, l'interdiction des manifestations à Alger puis d'une manière arbitraire sur tout le territoire algérien, l'absence de mesures pour lutter contre la répression, les raptés et les violences, les morts accidentelles de Kabyles sous les balles des militaires algériens traitées de bavures, voyous et l'inflexibilité du régime et des militaires algériens ont conduit à des stratégies d'intensification avec d'incessantes manifestations de toute la société civile kabyle (médecins, avocats, étudiants, femmes, journalistes...) qui culmineront avec l'organisation de la fameuse marche sur Alger, 14 juin 2001, et les graves incidents qui s'ensuivent comme l'attaque et l'incendie d'un grand nombre de casernes de la gendarmerie en Kabylie.³³

« La commission d'investigation présidée par un grand juriste kabyle, Mohand Issad, créée sous la pression des manifestations et commandée par le président algérien pour faire la lumière sur ces événements fut très claire dans son verdict, mettant en cause la responsabilité des services de sécurité et de la gendarmerie dans les nombreuses exactions. Il induit dans son rapport que les réactions violentes des populations ont été provoquées

³²Ibid. 51

³³ Mohand Tilmatin, des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination: le cas de la Kabylie (Algérie), Centre Jacques Berque, 2017, p13

*par l'action non moins violente des gendarmes, laquelle, pendant plus de deux mois, a nourri et entretenu l'événement : tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac, les gendarmes sont intervenus sans réquisition des autorités civiles comme la loi le stipule, la violence enregistrée contre les civils est celle d'une guerre, avec usage de munitions de guerre ».*³⁴

Cette période du Printemps noir sera marquée par la publication d'une plateforme de revendications du mouvement citoyen kabyle et par un usage intensif des réseaux sociaux pour pallier le manque d'information sur ces événements. La mémoire collective kabyle sera fortement marquée par la violence de l'État algérien. Des slogans comme <<Ulac Smah ulac>>³⁵, (pas de pardon !) ou « pouvoir assassin » ces cris social ont reflété ce refus de l'oubli des morts et de la répression. Le Mouvement des <<Aarchs>> de Kabylie s'inscrit néanmoins dans une perspective nationale et refuse de limiter sur le plan du discours leurs revendications au territoire de la Kabylie.³⁶

5. la naissance d'une pensée autonomiste :

5- 1. L'autonomie locale et région du FFS et du RCD :

Parmi les premiers projets de régionalisation ou d'autonomie régionale, il y eut d'abord celui du Front des forces socialistes (FFS), dans la clandestinité de 1965 à 1989, paru dans sa plateforme de mars 1979 intitulée : « *L'alternative démocratique révolutionnaire à la catastrophe nationale.* » Dans cet avant-projet, le FFS parlait de « *l'autonomie personnelle, de l'autonomie locale et de l'autonomie régionale* »³⁷. Cependant, le FFS, après sa réhabilitation (1989), n'a jamais fait de ce projet un axe central de son discours ou de son action politique qui a toujours insisté sur sa dimension nationale. De fait, le rejet de l'État central est à présent si grand en Kabylie que ces deux partis légaux et nationalo-institutionnalistes, qui ont de ce fait toujours repoussé l'étiquette de partis kabyles, prennent désormais le train de cette revendication dans le sens d'une décentralisation du pouvoir, mais sans grande conviction, l'accusation de partis « régionalistes » kabyles pesant

³⁴ Ibid. p13

³⁵ Cris du peuple et écrits sur les pancartes

³⁶ Opp-sit. p14

³⁷ Le concept d'« autonomie personnelle » renvoie dans le texte du FFS aux droits individuels en général et au respect des droits de l'homme, du droit de sûreté, de mouvement, de l'intégrité corporelle, de ses opinions, de ses qualités imaginatives, de son travail artistique, de sa langue maternelle » p. 16

toujours sur leur tête comme une épée de Damoclès. Avec cette réaction tardive, ces partis politiques tentent de redresser la barre car ils subissent une grande baisse de popularité surtout depuis le Printemps noir, comme le démontrent l'attaque et l'incendie de quelques représentations des deux partis dans certaines régions de Kabylie.³⁸

Bien que le texte de présentation du nouveau projet politique du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ne parle pas expressément d'un système fédéral ou d'autonomie régionale, le président du parti suggère dans diverses déclarations à la presse un système décentralisé, tout en considérant comme condition préalable l'inclusion des autres régions du pays dans ce processus. Dans son projet, le RCD avait proposé de créer 12 régions sur la base des spécificités de chaque partie du pays. Alger en serait la capitale. Il y aurait ainsi comme régions la Kabylie, le Titteri (Blida et périphérie), le Cheliff (Chlef et Aïn Defla), l'Oranie, la Saoura (Béchar), le Touat (Gourara), le Grand Erg oriental et l'Ahagga.³⁹

5- 2. Le rôle de diaspora et la référence catalogne :

D'un angle linguistique, les kabyles, qui vivent l'exile suite aux multiples crises que subit leur pays, se réfèrent à l'exemple catalogne en introduisant leurs concepts à fin de pouvoir exprimer leurs remords, leurs souffrances dans l'inaccessibilité à la gestion, la perte de leur langue mère devant leurs yeux en commençant par la réforme de la toponymie de la région.

« Nommer c'est faire exister, c'est construire. [...] Donner un nom résulte d'un processus constructiviste : c'est faire exister une réalité qui ne l'était pas auparavant, c'est homogénéiser, clôturer un ensemble de réseaux ou d'éléments à l'origine en relation les uns aux autres de manière hétérogène. »⁴⁰

Dès lors commença l'initiation d'unification des amazighs sur leur propre sol, la réconciliation des berbères avec leur identité et leurs appartenances. Les peuples amazighs s'unissent de plus en plus surtout à l'étranger (France, Canada, USA...). La Kabylie s'est

³⁸ Mohand Tilmatine. Des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination: le cas de la Kabylie (Algérie), 2017, Centre Jacques Berque, p14

³⁹ M. Moffok, « Le RCD relance son projet de régionalisation positive », Impact24.Info du 3/07/2015

⁴⁰ C. Canut, « À la frontière des langues : figures de la démarcation », Cahiers d'études africaines, n° 163-164, XLI-3-4, 2001, p. 443-463.

émancipé plus et revendique la langue proprement Kabylie, ainsi qu'elle a reconnu les divers langues des peuples amazighs (le chaoui, le mozabite, le chelhi....).

On insiste dans cela que le concept de tamazight langue national, revendiqué par le MCB, n'est plus d'actualité et il serait même danger pour l'autonomie linguistique kabyle.

« Même le mot d'ordre du Mouvement culturel berbère, “berbère, langue nationale”, repris par les partis politiques kabyles, paraît dangereux car aisément récupérable par l'Etat central, si son contenu n'est pas très précisément défini. Disons-le tout net, contrairement aux thèses officielles algériennes, qui explicitent une stratégie évidente de dépossession et de neutralisation, le berbère est d'abord la langue des berbérophones, car une langue – sauf s'il s'agit d'une langue morte – n'existe pas en dehors de ses vecteurs humains. »⁴¹

Cette référence à la Catalogne n'est pas un hasard eu égard aux contacts et aux échanges qui existent entre des intellectuels ou hommes politiques kabyles et catalans (notamment Ait Ahmed, Ferhat Mehenni et Said Saadi) et qui s'est même traduite -outre la célébration de la rencontre déjà citée « Kabylie-Catalogne » en 2001 -, par la création d'un Observatoire catalan de la langue amazighe, par l'adoption d'une résolution par le parlement catalan en faveur de la Kabylie et condamnant la répression par l'État algérien des manifestants kabyles lors des événements du Printemps noir de 2001. L'invitation et l'accueil à Barcelone par le Pen Club catalan du seul écrivain de langue kabyle en exil, Salem Zenia, est un autre signe révélateur de ces contacts.⁴²

Le concept « langue propre » sera annoncé dans plusieurs textes, déclarations, manifestes signés par des intellectuels kabyles, réunis souvent autour de Salem Chaker, linguiste et professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et du groupe du Cercle d'étude et de réflexion sur l'autonomie de la Kabylie (CERAK).⁴³

6. L'autonomie de gestion:

6-1. La gestion des actions associatives :

⁴¹ S. Chaker, « Pour l'autonomie linguistique de la Kabylie », Le Monde, 11 juillet 1998.

⁴² M. Tilmatine, « Identidades y lenguas emergentes del Mediterráneo en el contexto de la crisis en Europa: el caso del amazige (bereber) en Cataluña », dans Nación y Migración. España y Portugal frente a las migraciones contemporáneas, sous la dir. de Cornelia Siebert et al., Madrid, Biblioteca Nueva, 2015a, p. 261- 275

⁴³ www.kabyle.com/archives/trier-l-info-kabyle/breve/le-cercle-d-etude-et-de-reflexion.

Les commémorations du Printemps berbère de ces dernières années ont mis en évidence une évolution claire dans le paysage revendicatif kabyle : l'apparition du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), qui s'impose désormais comme une force majeure supplantant des partis politiques dits kabyles et traditionnellement ancrés dans cette région comme le FFS ou le RCD.⁴⁴

Pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, l'ex président du Mouvement culturel berbère, rassemblement national (MCB-RN), Mehenni, organisait le 5 juin 2001 à Tizi Ouzou, capitale kabyle en état de siège, une conférence annonçant la naissance du MAK et exigeant une « *ample* » autonomie et la reconnaissance de la langue comme « *langue propre de la Kabylie* ». Cette conférence publique brisait pour la première fois ce qui était jusqu'alors un tabou : l'État-nation hyper centralisé. La classe politique algérienne, façonnée par le culte de l'Etat unique comme forme exclusive de gouvernance, est sous le choc : est-ce le début de la dislocation de l'Etat national ? La désintégration du pays est-elle en marche ?⁴⁵ Pour l'initiateur du mouvement pour l'autonomie, la Kabylie, qui rigide dans le cadre de l'Etat algérien doit se disposer d'un parlement autonome qui la décentralise dans la gestion interne de la richesse de la région. Sans rupture diplomatique et affaire extérieur, mais aussi sans le détachement militaire, la Kabylie doit gérer son propre territoire sans l'intervention central par le baie du wali ni de chef de daïra.

Le MAK n'a aucune ambition nationale, il ne prétend imposer aux autres régions ce qu'il réclame pour le territoire kabyle. « *Le fédéralisme* », stipule Ferhat Mehenni, « *est une autre étape de notre avenir, il suppose que l'ensemble des régions du pays le revendique au même titre que la Kabylie. Nous ne pouvons plus attendre jusqu'à ce que toutes les régions soient d'accord pour accéder à la maîtrise de notre destin* ». ⁴⁶ Chaque région, ajoute Ferhat Mehenni, « *pourrait développer son idée d'autonomie, mais il ne nous revient pas à nous de nous substituer à eux en cela* ». ⁴⁷

Néanmoins, l'expansion du MAK est telle que même des journaux nationaux peu suspects de sympathie à son égard le perçoivent très souvent comme un mouvement

⁴⁴ O. Ilikoud, « FFS et RCD : partis nationaux ou partis kabyles ? », Revue du monde musulman et de la Méditerranée, 111-112, mars.. 2006, mis en ligne le 8/12/ 2011, URL : <http://remmm.revues.org/2870> [consulté le 14/07/2015].

⁴⁵ Cf. <http://www.makabylie.org/index.php/le-mak-en-quelquesquestions/>.

⁴⁶ F. Mehenni, Algérie : la question kabyle. Essai, Paris, Editions Michalon, 2004, p. 141.

⁴⁷ R. Zouaïmia, « L'introuvable pouvoir local », Insaniyat, n° 16, 2002, p. 61.

séparatiste et comme le plus mobilisateur de la Kabylie.⁴⁸ D'autres, comme El-Khabar, le plus fort tirage d'Algérie, n'hésitaient pas à se demander, dans leur édition du 14 avril 2016, si l'afflux des ministres algériens en cette période qui précède la 36e commémoration du Printemps berbère de Kabylie (2016) était dû au fait que le gouvernement avait peur du MAK ou si c'était en raison de l'expansion de ce mouvement politique en Kabylie.⁴⁹

6- 2. L'autonomie de la gestion politique associative :

« Le MAK est le résultat d'une continuité directe et logique des revendications berbères. Cette version est reprise par le discours autonomiste qui présente les différentes phases par lesquelles est passée la revendication berbère comme des étapes logiques et progressives d'une même revendication. La proclamation du MAK serait selon les autonomistes kabyles l'aboutissement d'un long processus qui commença par la fameuse crise dite berbériste de 1949, en passant par l'insurrection du FFS de 1963, le Printemps berbère d'avril 1980 de Tizi-Ouzou, la création du RCD et le retour du FFS en 1989, la grève du cartable de 1995, jusqu'aux morts tombés lors du printemps noir de 2001, prélude à la création du MAK en juin 2001. »⁵⁰

Il est probablement juste de considérer que le mouvement autonomiste et indépendantiste est le résultat de tout un processus d'événements historique qui revendiquent de l'identité berbère, la reconnaissance d'appartenance de l'Afrique du nord aux amazighs et la vie social meilleurs sur le territoire national. Chacun de ces événements se reconnaît par sa spécificité, sa splendeur et son point revendicatif important, mais pas forcément tous des événements indépendants. Néanmoins, les revendications de 40 et de 80 n'ont eu aucun intérêt ni pensée de se replier sur leurs propre territoire kabyle. Malgré cela, les acteurs indépendantistes voient ce processus d'évolution revendicatif, qui a donné le résultat de proclamation d'indépendance de la Kabylie, est une logique historique.

Les militants indépendantistes, qui se sont sacrifiés pour une Algérie plurielle, démocratique, ont rendu compte que leur combat n'ancrera à aucun résultat attendus. Delà,

⁴⁸ A. Hammouche, « La Kabylie, la démocratie et l'autonomie », quotidien Le Matin, 22 avril 2010

⁴⁹ le quotidien El-Khabar du 14 avril 2016, qui titre : « Le MAK fait-il peur au gouvernement ? »

⁵⁰ « Demande officielle d'un statut d'autonomie pour la Kabylie » adressé à la Présidence de la République algérienne, au Gouvernement algérien, à l'Assemblée populaire algérienne, au Sénat algérien et au Conseil constitutionnel algérien, avec copie à différentes organisations internationales. Document du 5 juin 2008.

ils commencèrent à contourner leurs idées et les tragiques mouvements de 2001 ont passé le MAK à la vitesse supérieure, qui est la séparation.

Dans les déclarations du MAK, seul l'autodétermination de la Kabylie qui pourra remédier les blessures historique que le peuple kabyle a survécu, seul ce chemin qui pourra lui garantir ses droits fondamentaux et le droit d'exercer sa souveraineté en toute légitimité et liberté. C'est ce qu'il déclare sur son site web officiel, SIWEL :

1. « *Le droit à l'autodétermination est tout simplement un exercice de démocratie. C'est un référendum par lequel chaque citoyen est appelé à s'exprimer en son âme et conscience sur le mode de gouvernance qu'il souhaite pour le peuple* »

2. « *Il recouvre toutes les possibilités qui peuvent se présenter pour l'avenir politique de la Kabylie, aussi bien le statu quo que l'évolution vers une gouvernance kabyle dans le cadre interne de l'Algérie (autonomie) ou dans un cadre externe, autrement dit l'indépendance. À travers ce droit à l'autodétermination, le MAK dit chercher à rendre la parole au peuple kabyle au moment opportun afin qu'il soit en mesure de choisir librement le statut politique qui lui sied (Le Matin du 6 octobre 2013). Cette décision a été rendue publique dans un communiqué en date du 28 octobre 2013 et repris, entre autres, par l'agence de presse du MAK, Siwel* ». ⁵¹

Il est intéressant de relever que le droit international, notamment à travers l'ONU, reconnaît ce droit qui avait été abondamment utilisé par les pays encore sous dépendance coloniale dans les années 50 et 60 du siècle dernier. Ce droit continue par ailleurs de constituer un recours pour un certain nombre de nations sans État, dont certains très médiatisées comme les Québécois, les Écossais et surtout dernièrement les Catalans. Toutes ces nations aspirent à obtenir l'indépendance de leurs pays respectifs à travers l'organisation d'un référendum. Il est clair que la situation diffère énormément selon qu'il s'agit de pays à longue tradition démocratique comme le Canada ou la Grande-Bretagne. Même l'Espagne, qui pour le moment ne peut pas encore être qualifiée de démocratie de haute facture, présente une situation qui est aux antipodes de celle de l'Algérie, considérée comme foncièrement anti-démocratique. Dans l'état actuel des choses, le MAK n'a pratiquement aucune chance d'obtenir gain de cause. Pourtant, son travail a obtenu de grands résultats ces

⁵¹ http://www.siwel.info/communique-du-mouvement-pour-l-autodetermination-de-la-kabylie_a5585.html

dernières années en devenant, sans aucun doute, le mouvement politique le plus mobilisateur de la Kabylie et ce, aux dépens, par exemple, du RCD ou surtout du FFS. Ce dernier n'hésite pas d'ailleurs à accuser le gouvernement algérien, à travers les scandales de corruption qui l'ont affecté, d'être à l'origine de l'avancée du MAK. Il est intéressant de noter que ces arguments (l'intransigeance de l'État comme fabrique des indépendantistes) rappellent ceux avancés en Espagne pour expliquer l'avancée des indépendantistes en Catalogne ces dernières années.⁵²

Du point de vue strictement idéologique, le discours du MAK s'insère largement dans la globalisation, la modernité dans laquelle il aspire à une redéfinition du rôle de certains indicateurs religieux, culturels ou idéologiques qui servent pour la formation et la constitution d'une nouvelle conscience identitaire kabyle. Ainsi, le vieux concept d'ethnicité laisse le champ au concept de « langue propre », emprunté à la sociolinguistique catalane, comme élément qui vertèbre et cimente le projet kabyle. Le choix, ouvertement laïc, implique une distanciation par rapport au rôle prépondérant que joue actuellement l'islam dans l'Algérie post-indépendance comme religion d'État. La religion cesserait de fonctionner comme un trait définitoire de l'identité kabyle pour s'ouvrir à la diversité religieuse (le MAK a durement critiqué les attaques contre les églises évangéliques en Kabylie).⁵³

⁵² <http://www.la-clau.net/noticia/el-partido-popular-fabrica-desindependentistes-catalans-10786>

⁵³ M. Tilmatine, des revendications linguistiques au projet de l'autodétermination, Centre Jacques Berque, consulté sur archives-ouvertes.fr, 21/02/2018, p 25

Chapitre trois :
Retard du
développement
économique en
Kabylie

Du retard de développement économique, en Kabylie.

1. Sinistre social et économique :

Selon une enquête de l'Office national des statistiques (ONS) menée en juin 2000, soit 10 mois avant les émeutes, le taux de chômage était de 28,89%. Les pertes d'emplois se sont chiffrées rien qu'en 2000, à 217000¹. Les chiffres officiels d'octobre 2001 indiquent que 70,79% des demandeurs d'emploi ont moins de 30 ans. La majorité des chômeurs n'a ainsi jamais exercé de travail salarié et ne possède donc aucune culture du salariat. Le tableau de la déperdition scolaire est aussi sinistre. Selon un recensement de l'ONS (1998), entre la première année du primaire et la dernière année du secondaire, sur 100 élèves, seulement 27 en moyenne obtiennent leur bac. La baisse des budgets de l'Education nationale est une autre indication de l'ampleur de la sélection scolaire. La part du budget de fonctionnement affecté à l'Education nationale dans le budget de fonctionnement de l'Etat est passée de 29% en 1990 à 13,7% en 2000.²

Ce tableau général mérite d'être complété par le contexte économique immédiat des émeutes. Grâce au redressement des prix du pétrole dès décembre 1999, l'Algérie vivait une aisance financière sans pareille ; les réserves de change étaient estimées à 11,9 milliards de dollars, à la fin 2000. Mais l'austérité budgétaire était toujours de rigueur. Elle était jusque-là justifiée par la crise financière et le poids de la dette. Ce discours ne pouvait plus convaincre puisque le Trésor affichait un bulletin de santé des plus satisfaisants. Il a exacerbé la frustration des couches sociales marginales, revenues de l'illusion de la «prospérité partagée» promise par Abdelaziz Bouteflika en 1999. Les Algériens ne comprenaient pas qu'autant d'argent frais «pourrisse dans les caisses» et n'ait aucune incidence ni sur les réseaux d'eau potable, ni sur l'état des routes, ni sur l'emploi³

En Kabylie, la crise du travail salarié et la déperdition scolaire se sont conjuguées à une importante mutation sociologique que le sociologue Nasser Djabi résume en ces termes : «Le village kabyle n'est plus un village de femmes, d'enfants et de vieilles personnes, les

¹ Les licenciements ont élargi la carte de la pauvreté. Les sources officielles reconnaissent que 12 millions d'Algériens sur 30 vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

² Yassin Temlali, la révolte de la Kabylie ou l'histoire d'un gâchis, L'Harmattan, p47-48

³ Quelques jours après le début des émeutes, le président de la République a annoncé un plan de soutien à la relance économique de 7 milliards de dollars.

hommes étant partis travailler ailleurs. Le chômage a restreint les possibilités d'émigration intérieure»⁴

Non seulement le massif kabyle ne dispose pas de ressources agricoles considérables, mais ces maigres ressources se sont taries sous l'effet de l'urbanisation anarchique. Cette urbanisation a fait que les jeunes, bien qu'appartenant souvent à des communautés villageoises, ne se projetaient plus dans un quelconque avenir rural.⁵

Sans être en lui-même une explication suffisante, ce contexte économique offre une clé pour comprendre les émeutes de Kabylie. La crise du travail salarié a accru l'importance du secteur économique informel. L'historien Daho Djerbal expose en ces termes ce processus: «L'économie informelle n'a pas tardé à [s'intégrer] au système de l'économie plus ou moins contrôlée par l'Etat, elle a marginalisé certains segments des activités informelles. Les jeunes ne trouvaient de modalités d'intégration ni dans le monde du travail productif, ni dans celui de l'échange. Cette génération n'est même plus un élément de la marge plus ou moins intégré. Elle est hors-système. Il n'existe pas de canaux par lesquels elle peut s'exprimer, hormis celui de l'émeute.»⁶

2. Le développement otage de la bureaucratie central :

2 -1. Retard de développement en Kabylie :

La Kabylie n'arrive toujours pas à effacer les stigmates de ses longues années de combat. Il y a d'abord eu les effets de la crise des années 80', puis ceux des événements d'avril 2001. Les pertes enregistrées au plan économique et les difficultés de remettre sur rails les entreprises fragilisées viennent rappeler qu'un travail énorme reste à entreprendre pour faire redémarrer la machine économique en dépit de l'émergence de certaines sociétés depuis quelques années. Des sociétés qui tentent par tous les moyens de s'imposer face à des conditions loin d'être favorables à l'investissement privé. Mai aussi face à une administration hostile aux initiatives émanant d'ici ou là.⁷

C'est du moins ce que résumant les témoignages recueillis auprès des acteurs économiques de la région. Ces derniers évoquent à l'unanimité la bureaucratie administrative qui freine l'investissement et le retard dans la réalisation des zones

⁴ Interview publiée dans Algeria Interface en mai 2002.

⁵ Yassin Temlali, la révolte de la Kabylie ou l'histoire d'un gâchis, L'Harmattan, p 48

⁶ Ibid. p 48

⁷ S. Imadalou, journal EL WATAN, avril 2015

industrielles et des zones d'activité. Ce qui a engendré d'importants retards dans le développement socio-économique au niveau de cette région frondeuse. Une situation qui a poussé bon nombre d'investisseurs à aller s'installer ailleurs qu'en Kabylie, là où les conditions sont plus attractives. Même les villages se sont vidés de leurs populations.⁸

Faute de perspectives d'avenir, les jeunes, une fois les études achevées, cherchent à émigrer vers l'Europe et l'Amérique, ou à défaut vers d'autres wilayas. Cette migration forcée n'a fait que dépeupler des villages entiers et par ricochet faire baisser le taux de natalité. D'où, d'ailleurs, la fermeture de nombreuses écoles primaires dans la région. Rien qu'à Tizi Ouzou, on a recensé pour la rentrée scolaire 2014-2015, la fermeture de 49 écoles sur les 651 pour manque d'élèves inscrits. Cela pour illustrer l'ampleur de l'impact des retards du développement sur la région. Une région caractérisée globalement, en sus de l'exode rural, du chômage et des migrations importantes par la fragilité de sa base économique : une vocation agricole contrariée (par de nombreux facteurs) et un tissu industriel dominé par les entreprises de petite taille. Le tout couronné par de nombreuses entraves en réponse aux tentatives de création de richesses. Certes, il y a eu au cours de ces dernières années une accélération nette des créations d'entreprises, une diversification des activités avec l'apparition d'activités technologiquement complexes, et l'émergence de nouveaux types d'entreprises, notamment à Béjaïa et Tizi Ouzou, mais les investisseurs se disent confrontés à d'innombrables difficultés. Vient en premier lieu l'épineux problème du foncier industriel, ensuite les oppositions des citoyens à l'implantation de certains projets, et surtout celui de l'insécurité. D'où la recherche de se développer en dehors de ces wilayas.⁹

2- 2. Foncier industriel, principale difficulté :

«Notre wilaya a connu des turbulences et des difficultés qui ont fait d'elle une région stigmatisée, où l'investissement n'est pas attractif. De nombreux investisseurs sont partis ailleurs. Rien n'a été fait pour les faire revenir en Kabylie»¹⁰

D'autres pensent aussi à délocaliser, comme c'est le cas de A. Yaker d'Aures Emballage (une entreprise spécialisée dans l'impression et l'édition) qui nous dira : «*Je ne*

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ indique le président de la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Tizi Ouzou, Ameziane Medjkouh.

vous cache pas que face à tous ces problèmes, je pense déjà à m'installer à Blida.» Et de poursuivre : «En plus de l'insécurité, les zones d'activité sont à l'abandon. Beaucoup d'investisseurs sont partis ailleurs et les autorités locales ne font rien pour les retenir »

¹¹Pour M.Yaker, le principal blocage reste le foncier qui est attribué, selon lui, aux chômeurs face aux mouvements de protestation, mais pas à ceux qui veulent sérieusement investir. «C'est un problème propre à la Kabylie.¹²

Un avis partagé par Abdessalem Abdenour, qui rappelle : *«Après l'avènement du soulèvement du 20 avril et pour "punir" la Kabylie de s'être de nouveau opposée au pouvoir central, celui-ci a retiré et annulé plusieurs projets d'envergure prévus au nouveau plan quinquennal de 1980/1985.»* Pour sujet d'exemple, il citera quelques secteurs visibles tels que la construction du barrage de Taksebt, deux briqueteries, l'aménagement et le prolongement de la voie ferrée vers Oued Aïssi et les deux rocade nord et sud qui devaient contourner la ville de Tizi Ouzou. *«Ces projets ont tout simplement été suspendus durant plus de 20 ans».*¹³

Hacène Guechida, apiculteur à Larbaâ Nath Irathen, abonde dans le même sens : *«La Kabylie est l'une des régions les plus difficiles sur le plan bureaucratique. L'administration n'accorde aucune importance aux objectifs macroéconomiques de l'investissement. Je dirais simplement que l'administration est là juste pour bloquer, alors que la région fait déjà face à d'autres problèmes, comme le relief montagneux»*¹⁴, regrettera-t-il rappelant qu'ailleurs il y a des facilitations pour l'investissement.

2- 3. Une succession de restrictions budgétaires :

Analysant le dossier du foncier, Abdessalem Abdenour dira : *«Il est vrai que l'essentiel des espaces en Kabylie est loti en propriétés privées, d'où la réelle difficulté pour les industriels d'investir.»*¹⁵

¹¹ Déclaration de l'entrepreneur A. YAKER, journal EL WATAN d'avril, 2015

¹² S. IMADALOU, journal EL WATAN, avril 2015

¹³ Temoignage du militant, A. Abdenour dans le même article

¹⁴ Temoignage de, G. Hacène, dans le même article

¹⁵ Op cit

«Cependant, poursuivra-t-il, il fut un temps où l'Etat pouvait d'autorité et d'utilité publique réserver des assiettes de terrains pour l'investissement, comme cela a été réalisé dans d'autres wilayas, ce qui n'a pas été fait en Kabylie. La problématique des lourdeurs administratives comme frein à tout développement est en effet malheureusement une application générale dans tout le pays, mais avec cette particularité stricte dans le respect de l'application des lois et règlements en Kabylie qui se faisait souvent avec zèle»¹⁶ rajouta dans le même sillage. Ce qui a fragilisé, selon lui, «davantage une situation déjà moribonde». Mais les choses commencent à bouger en dépit des obstacles. «Il y a une véritable amorce de développement de la région dans plusieurs secteurs»¹⁷, observe Abdessalem Abdennour selon lequel le secteur le plus affecté par cette politique depuis 1962 est l'habitat.

3. Enième preuve du sabotage économique de l'Algérie contre la Kabylie :

Le bras de fer se poursuit entre le Groupe Cevital appartenant à l'homme d'affaires kabyle Issad Rebrab et l'Entreprise du Port de Vgayet (Bejaia) à sa tête Djelloul Achour au service du régime central d'Alger. En effet, le groupe Cevital vient de faire l'objet d'un nouveau blocage de ses équipements par l'EPB. Selon les informations rapportées par la presse, le Groupe de Rebrab, est accusé de vouloir faire passer des équipements industriels destinés à l'usine de trituration de graines oléagineuses prévue au niveau de la partie du port de Bejaia exploitée par le Groupe Cevital, et qui fait l'objet d'opposition et d'interdiction par les autorités algériennes antikabyles.¹⁸

Pourtant les portes paroles de Cevital, ont affirmé que, «ces équipements ne sont pourtant pas destinés à l'unité de trituration de graines oléagineuse que le groupe d'Issad Rebrab compte installer à Bejaïa».¹⁹

Précisant que «en tout 16 conteneurs font actuellement l'objet de blocage, dont 15 conteneurs contiennent des bandes transporteuses destinées à la raffinerie de sucre et le conteneur restant, des portes isothermes destinées à l'unité Cojec basée à El Kseur».²⁰

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Siwel - Agence kabyle d'information, SIWEL 010640 SEP 17 UTC

¹⁹ Déclaration des portes paroles du groupe Cevital

Cependant, la direction de Cevital dénonce un acharnement, dont le but est l'asphyxie du groupe Cevital. *«Ils veulent l'asphyxie de Cevital et ils s'y emploient en tentant de le priver des pièces de rechange afin de créer une rupture de stock et la panique».*²¹

Dans toute cette affaire, le Directeur de l'EPB, essaye de plaire à ses maîtres d'Alger, sous prétexte de vouloir faire valoir la réglementation, sur le seul groupe industriel qui crée de la richesse et de l'emploi en Kabylie en nourrissant des milliers de familles. Il est à rappeler que, c'est la troisième fois depuis le début de l'année 2017 en cours, que le port de Bejaïa empêche le débarquement d'équipements appartenant au groupe Cevital. En tout, ce sont 53 conteneurs du groupe qui ont été à ce jour bloqués au dit port depuis le début de l'année, dont 37 conteneurs ont été refoulés du port, et qui sont en stand-by dans des ports européens.²²

Il est utile aussi de rappeler que, tous les projets de Rebrab en Kabylie sont bloqués depuis belle lurette, dans le but d'empêcher l'émergence d'une économie en Kabylie. Et c'est Rebrab en personne qui l'a déclaré, il y a près de deux mois, *« Ils ne veulent pas d'investissements en Kabylie, c'est eux qui me l'ont dit. Allez investir ailleurs».*²³

4. L'investissement bloqué en Kabylie :

La wilaya de Tizi Ouzou souffre toujours de l'instabilité politique et de sa prise en otage politicienne ainsi que de l'écueil de la rareté du foncier. Ce qui pousse les investisseurs potentiels à aller à la conquête d'autres wilayas du pays en abandonnant carrément les projets qu'ils envisageaient de réaliser dans la région qui en a pourtant tant besoin. Les chiffres rendus publics, hier, par la direction de l'industrie et des mines de la wilaya de Tizi Ouzou illustrent. *« Sans ambages, l'ampleur du retard en matière d'investissement qu'accuse la wilaya. Sur les 1 469 dossiers d'investissement déposés depuis 2011, seulement 17 ont réussi à être concrétisés sur le terrain. Seuls 17 projets ont*

²⁰ Ibid.

²¹ Déclaration de directeur du groupe Cevital

²² Siwel - Agence kabyle d'information, SIWEL 010640 SEP 17 UTC

²³ Déclaration de I. Rebrab dans le même article

enfin fini par entrer en activité depuis quelques mois »²⁴ a précisé hier à la presse, Moula Hamitouche, directeur de wilaya de l'industrie et des mines.

Le responsable du secteur a indiqué que : « la raison principale de ce retard n'est autre que le crucial problème du foncier que vit la wilaya. Il a ajouté que la seule solution pour s'extirper de cet écueil consiste à encourager une répartition équitable des projets sur les 21 daïras que compte la wilaya et à ne pas se focaliser uniquement sur les grandes villes et le chefs-lieux de wilaya »²⁵. Au volet des chiffres, la même source a indiqué que « sur les 1 469 projets initialement proposés par les investisseurs, il n'a été retenu que 963 car les conditions exigées consistent en ce que les projets en question relèvent de l'industrie productive ».²⁶

C'est cette dernière qui est encouragée et favorisée. Et sur les 963 projets retenus, 251 ont été ajournés pour une raison ou une autre, 452 ont été rejetés et 404 ont été acceptés car répondant à tous les critères exigés. Même sur ce nombre, il n'y a eu que 362 projets qui ont connu un suivi concret de la part des investisseurs et ont été ainsi classés comme étant des projets vivants. 44 seulement sont rentrés dans la phase de réalisation alors que 17 sont en phase d'activité. Une fois la totalité des 44 projets entrée en phase de mise en service, cela permettra la création de 2 139 postes d'emploi.²⁷

La globalité de ces 44 projets englutira une manne financière de 15 milliards de dinars, a-t-on également appris. Sur les 44 projets en question, il y a lieu de préciser que 36 relèvent de l'industrie, cinq des services et trois du tourisme. Afin de tenter de régler le problème du foncier, déploré une infinité de fois par tous les responsables concernés, cinq autres zones d'activités sont envisagées encore dont deux dans la commune d'Aghribs, une à Bouzeguène, une à Timizart et une dernière à Ifigha. Cette «décentralisation» des lieux d'investissement pourrait constituer une vraie parade au ralentissement de l'activité économique dans la wilaya de Tizi Ouzou. Mais il existe un problème plus grave qui rend

²⁴ Déclaration de Moula Hamitouche, directeur de wilaya de l'industrie et des mines, journal Expression réalisé par, A. Mohallebi, le 15/09/019

²⁵ Ibid.

²⁶ Ibid.

²⁷ A. Mohallebi, journal l'expression, le 15/09/019, p 8

toute perspective d'investissement dans la wilaya des plus incertaines. Il s'agit de l'instabilité politique qui frappe la région de plein fouet.²⁸

Tout investisseur désirant mettre son argent à Tizi Ouzou se voit dissuadé à la dernière minute en voyant combien la wilaya est sujette à toutes sortes d'actions qui entravent l'économie et l'investissement. Il n'y a qu'à constater le nombre sans cesse croissant des actions de blocage des Routes nationales et des chemins de wilaya pour se rendre compte que le terrain n'est guère propice pour venir investir ici. Il faudrait d'abord que la stabilité et la sérénité reviennent dans la localité pour que les investisseurs, qui choisissent des cieux plus cléments, reviennent aussi et enfin à Tizi Ouzou. Mais pour cela, il faudrait d'abord que la région cesse d'être prise en otage comme une proie. Une prise de conscience de la part des citoyens concernant cette réalité est plus que jamais nécessaire et indispensable. Les vrais ennemis de la région devraient être démasqués pour que la wilaya de Tizi Ouzou puisse enfin connaître un envol économique réel qui profitera à tous ses enfants.²⁹

5. Blocage des projets de Cevital : « Une marche historique pour la libération des investissements »³⁰ :

Des milliers de personnes se sont donné rendez-vous hier au siège du complexe agroalimentaire de Cevital pour marcher contre le blocage des projets de l'homme d'affaires algérien, Issad Rebrab, à l'appel de la coordination des comités de soutien aux travailleurs de Cevital. Cette manifestation, qui a démarré à 10h en direction du siège de la wilaya, a vu la présence des dirigeants des trois clubs phares de la Kabylie, à savoir le chairman kabyle, le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, accompagné de Mouloud Iboud, ainsi que les présidents des clubs du MOB et de la JSMB. La présence de Cherif Mellal a visiblement galvanisé les marcheurs qui ont entonné des chants à sa gloire. Il a été accueilli en héros après l'épisode du conflit qui l'a opposé au président de la Ligue algérienne de football. Il a déclaré auparavant que *« nous sommes venus par conviction pour soutenir cet homme qui veut investir dans son pays et créer de la richesse et des emplois. Je dis aux autorités qu'il faut l'encourager et donner plus de chance aux enfants de ce pays ! »*³¹ Les manifestants, qui

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid

³⁰ Déclaration d'un citoyen kabyle dans le journal El Waten, décembre 2018

³¹ Déclaration de C, Mellal, président de la jsk, club du football kabyle dans la ligue algérienne, sur le même article

ont arpenté la rampe du port, criaient haut et fort leur colère contre les autorités centrales qui entravent les investissements privés et publics dans la wilaya et à travers tout le pays, qualifiant ce blocage de «*crime économique et de sabotage*». «*Libérez Cevital, libérez les projets, nous voulons travailler. Nous ne voulons pas partir en harraga dans les embarcations de la mort*», répétait en chœur la foule. Le long de l'itinéraire, les marcheurs ont scandé des slogans hostiles au pouvoir : «*Pouvoir assassin*», «*Ulac smah, ulac*». ³²

L'un des manifestants dit «*n'avoir jamais vu autant de monde depuis la marche du 14 juin 2001, lors des événements du Printemps noir*»³³. La foule a désigné par la suite la source du sous-développement de la Kabylie et du blocage des investissements d'Issad Rebrab et des projets structurants publics : «*Saïd Bouteflika, Ali Haddad, l'Algérie ne vous appartient pas !*»³⁴ Les animateurs et les participants qui ont pris la parole devant le siège de la wilaya ont dénoncé à l'unanimité le blocage des investissements de Cevital. Pour eux, le Conseil national de l'investissement «*a prouvé cette discrimination lors d'une réunion qui s'est tenue le 30 octobre dernier, en validant, contre toute attente, une liste de 25 wilayas où l'activité de trituration de graines oléagineuses est éligible aux avantages accordés à l'investissement et en excluant notre wilaya.*»³⁵ Mourad Bouzidi, le coordinateur des comités de soutien aux travailleurs de Cevital, a interpellé, lors de sa prise de parole l'APW de Béjaïa, à sa tête M'henna Hadadou, en réitérant sa demande «*d'établissement d'une résolution dans le but de libérer les équipements de Cevital bloqués par les pouvoirs publics injustement*». ³⁶

L'ampleur de l'acharnement du pouvoir sur l'investisseur donne lieu à la fermeture des deux usines d'électroménager, Samha et Brandt Algérie de Sétif, où 3500 travailleurs sont menacés de perdre leur emploi. La réalisation du mégaprojet du hub portuaire de Cap Djinet, qui devait créer un million d'emplois directs et indirects, est également entravée. Une unité d'Oxxo à Tizi Ouzou et le projet d'EvCon, prévu à Blida pour la production de l'eau ultra pure, subissent le même sort. Ainsi, ce sont des milliers d'emplois qui sont compromis. Bouzidi a promis de maintenir la mobilisation jusqu'à l'aboutissement de tous

³² Ibid. pancartes et cris des manifestants.

³³ Ibid. déclaration d'un manifestant

³⁴ Ibid. cris des manifestants

³⁵ Ibid. déclaration de Mourad Bouzidi, le coordinateur des comités de soutien aux travailleurs de Cevital, aux citoyens.

³⁶ Ibid. déclaration de Mourad Bouzidi, le coordinateur des comités de soutien aux travailleurs de Cevital, au P/APW de Bejaia.

les projets. Les parlementaires qui se sont succédé au micro ont une nouvelle fois interpellé Ahmed Ouyahia en l'invitant à répondre à cette population qui s'est mobilisée. L'un d'eux a rapporté que *«le Premier ministre avait pourtant promis d'encourager les investisseurs après la chute des prix du pétrole et face l'incapacité de l'Etat à financer des projets industriels, mais rien n'a été fait»*.³⁷

Pour un autre député, «cette main invisible dont on parle aujourd'hui a un visage et un nom : c'est le pouvoir ! L'investissement est un droit constitutionnel et nul n'a le droit de saboter les porteurs de projets qui sont prêts à autofinancer leur investissement, contrairement à ce que font les privilégiés du régime qui ont construit leur empire avec des prêts bancaires qu'ils n'ont même pas remboursés». Des partis politiques, des parlementaires de la région, de Tizi Ouzou, d'Alger, en plus des élus locaux venus essentiellement du centre du pays, la Confédération syndicale des forces productives de Mellal Raouf et quelques industriels de la wilaya ont également exprimé leur soutien aux travailleurs de Cevital et à son patron. Organisés en comité de soutien, les étudiants de l'université Abderrahmane Mira sont venus en force pour donner de la voix à la manifestation. La marche, qualifiée «d'historique», a connu la mobilisation des syndicalistes, des défenseurs des droits de l'homme (LADDH) ainsi que le mouvement associatif aux côtés des travailleurs.³⁸

6. Finance publique : le pouvoir veut appauvrir d'avantage la Kabylie :

Les deux principaux départements de Kabylie, à savoir Tizi-Ouzou et Bgayet payent-ils leur engagement contre le régime algérien. Tout porte à croire cette thèse, car les budgets alloués aux deux départements suscitent des interrogations qui confirment cet état de fait. Ainsi, seuls 6.457 milliards de dinars ont été alloués à Tizi-Ouzou 6,457 milliards DA. Dans cette cagnotte, seul 1.4 milliards Da est destiné aux plans communaux de développement (PCD). Une somme dérisoire que d'aucuns assimile à une tentative de mettre les municipalités dans une situation de disette pour créer d'éventuels mouvements protestation interne à la région. Idem pour le département de Bgayet, où des citoyens de plusieurs communes ont tenu, ces derniers jours, plusieurs rassemblements devant le siège

³⁷ Discours de l'ex premier ministre, A. Ouyahia, rapporté par l'un des manifestants.

³⁸ N, Douci, journal EL WATAN, le 12/12/2018

de la wilaya pour protester contre la réduction drastique du budget de la wilaya, notamment les PCD, destinés essentiellement aux communes.³⁹

Cette manière de faire du pouvoir central contre la Kabylie n'est pas nouveau. Après avoir « saboté » la région économiquement à travers la délocalisation des rares entreprises installées en Kabylie, il passe à une nouvelle forme de pression pour casser la dynamique citoyenne de la région qui milite pour la défense de ses intérêts. Il faut noter que seuls les élus de Kabylie ont refusé d'organiser les élections présidentielles du 12 décembre dernier. Ils sont les seuls à refuser d'accrocher le portrait du nouveau « président » algérien. Récemment, les maires de Kabylie ont signé une déclaration de dénonciation du budget alloué aux communes. Ils ont estimé que la somme réservée aux PCD « ne pourrait répondre aux besoins urgents d'un seul village, eu égard à la situation du sous développement délibéré que vit notre région depuis des lustres ». Ils ont rappelé que tous les projets inscrits dans la région sont toujours gelés, sauf les brigades de gendarmerie et les commissariats de police ainsi que les casernes militaires.⁴⁰

7. Le chômage repart à la hausse à Béjaïa :

La hausse du chômage a été particulièrement forte en 2019 dans la wilaya de Béjaïa. En effet, ils étaient 51 717 jeunes chômeurs, dont 33 380 hommes, à avoir pointé à l'Awem (Agence de wilaya de l'emploi) et de ses différentes antennes à Béjaïa, a indiqué un cadre de cette direction. Depuis le début du mouvement de contestation populaire ou Hirak, le 22 février 2019 à l'échelle nationale, les offres d'emploi présentées, à la même période, par des employeurs au niveau des mêmes guichets ne peuvent combler que 2/5 de la demande globale, soit un peu plus de 20 200 offres. La plus grosse offre émane du secteur privé avec 17 895 et seulement 1630 dans le secteur public.⁴¹

Le secteur privé étranger a participé, quant à lui, avec 682 offres d'emploi. Et le secteur pourvoyeur en termes de places est l'industrie avec 6923 postes d'emploi, suivi de près par le secteur des services avec 6919. Les secteurs du bâtiment et des travaux publics, qui étaient naguère les plus importants en termes d'offres d'emploi, les chefs d'entreprise

³⁹ B. Hichem, journal éthique et liberté d'expression, le 13/2/2020, consulté sur le site électronique <https://kab-news.com>.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ M. Ouyougoute, journal liberté, le 06 février 2020, p 10

n'ont émis le vœu d'embaucher que 5745 ouvriers. L'agriculture, un autre secteur traditionnellement générateur d'emplois, notamment pour les jeunes sans qualification, n'a proposé que 620 offres d'embauche, a précisé la même source. Concernant la qualification des demandeurs d'emploi, selon les chiffres de l'Awem à Béjaïa, 15 635 postulants sont cadres, voire cadres supérieurs ; l'autre catégorie dite personnel qualifié est de 19 455, celle-ci est suivie par les techniciens supérieurs, 3584. Autre catégorie, celle du personnel hautement qualifié, ils sont près d'une centaine à avoir déposé leurs dossiers auprès de l'une des antennes de la wilaya. 444 postulants sont catégorisés dans la case personnel aide. Bien évidemment, les sans qualification sont les plus nombreux. Ils sont plus de 11 600, a indiqué l'Awem de Béjaïa. Celle-ci compte 7 antennes (ou agences locales de l'emploi) à Tazmalt, Akbou, Sidi Aïch, El-Kseur, Béjaïa, Souk El-Tenine et Kherrata. Par ailleurs, il y a lieu d'indiquer que l'Awem de Béjaïa a réussi à placer, en 2019, plus de 16 850 demandeurs d'emploi dans le cadre du système classique. Près de 16 400, soit à peu près 95% d'entre eux, ont bénéficié d'un contrat à durée déterminée (CDD), alors que 459 seulement ont obtenu un CDI (contrat à durée indéterminée). Ces placements – de la formule classique – ont été effectués dans le secteur privé national (15 335), le secteur public (1108) et le secteur privé étranger (408). Il y a lieu de rappeler aussi qu'à côté de l'Awem, il existe une agence privée de placements. On ignore les statistiques inhérentes à l'activité de cette antenne, elles sont comptabilisées dans les chiffres communiqués par l'Awem de Béjaïa. Beaucoup de chefs d'entreprise, notamment du secteur privé, ont recours à ses services.⁴²

8. des travailleurs réclament leurs salaires impayé plus de sept mois :

Sans salaires depuis sept mois, des centaines de travailleurs de l'entreprise ETRHB, appartenant à Ali Haddad, ont organisé, hier matin, un rassemblement devant le siège de la wilaya de Tizi Ouzou pour protester contre la sourde oreille que continue de leur réserver l'administrateur désigné à la tête du groupe depuis plusieurs mois déjà. « *Libérez nos salaires bloqués depuis sept mois. Quel avenir pour des milliers de travailleurs ?* »⁴³ Lit-on, entre autres, sur des banderoles déployées devant l'entrée de la cité administrative par les travailleurs qui ont tenu à souligner que ce blocage des salaires persiste alors que l'administrateur en question a été nommé par la justice, justement afin de parer à ce genre

⁴² Ibid.

⁴³ Slogan sur les banderoles des manifestants de l'entreprise ETRHB.

de situation de blocage. « *Nous n'allons plus baisser les bras. Nous comptons d'ores et déjà revenir à la charge en observant mercredi prochain un rassemblement devant le tribunal Abane-Ramdane à Alger où se trouve le bureau de cet administrateur* »⁴⁴, nous dira un de leurs représentants. « *Nous travaillons sans salaires depuis le mois d'août dernier. Même l'opération de renouvellement de nos contrats a été suspendue. Malgré cette situation, nous assurons toujours le suivi des projets de l'État à Tizi Ouzou à l'exemple des 100 logements Cosider, de l'hôpital des Ouadhias, de la polyclinique et des 1 000 places pédagogiques de Tamda, de l'AADL d'Azazga et de la cité des 4 000-Logements* »⁴⁵, a déclaré un travailleur exerçant au bureau d'études Berhto, une filiale de l'ETRHB. Un autre travailleur de ce même bureau d'études a enchaîné en affirmant que « *un administrateur a été pourtant nommé par la justice pour gérer cette situation de crise mais, malheureusement, à ce jour, rien n'a changé. Nous vivons dans l'attente d'une réponse vu que ce gestionnaire n'a débloqué qu'un seul salaire, puis rien !* ».⁴⁶ « *Nous avons été récemment reçus par le wali et nous avons expliqué notre situation. Celui-ci a promis de nous aider, mais cette promesse est restée sans suite. Nos responsables doivent comprendre que nous sommes des pères et des mères de famille dont certains viennent des contrées les plus éloignées de la wilaya et que nous ne pouvons plus continuer à travailler et assurer le suivi de ces grands chantiers sans nos salaires* »⁴⁷, indique notre interlocuteur. Reçu hier par le chef de cabinet du wali, un délégué des travailleurs a déclaré, à la sortie de cette rencontre, que « *la situation est restée au point mort depuis notre dernière entrevue avec le wali. Cette nouvelle rencontre, aujourd'hui, avec son chef de cabinet n'a rien apporté de plus. C'est pourquoi, nous avons décidé d'entreprendre des actions plus radicales dont l'organisation, mercredi prochain, d'un sit-in devant le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger où, selon nos informations, se trouve le bureau de l'administrateur désigné par la justice* ».⁴⁸

9. La Kabylie et le travail de sape du régime :

⁴⁴ Déclaration de l'un des représentants dans journal liberté, le 14/01/2020 , numero 8355, p 8

⁴⁵ Ibid. Déclaration d'un travailleur au bureau d'étude de l'entreprise BERHTO(étude et maitrise d'œuvre, sous traitante de la ETRHB).

⁴⁶Ibid. Déclaration d'un autre travailleur.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid. Déclaration d'un délégué des travailleurs.

Toutes les mesures arbitraires qui s'abattent sur la région ne sont pas fortuites, malheureusement, il y a comme une machination politique pour empêcher la Kabylie de prendre de l'essor et son destin en main. Depuis 20 ans, elle est particulièrement vouée aux gémonies. À commencer par l'institut français de Tizi-Ouzou fermé depuis 1994, l'exclusion de Tizirt et Ath-Maouche du programme de PNUD qui ont trait au développement touristique, le blocage des projets de Cevital et enfin l'acharnement que subit la JSK de la part de la LFP sous les yeux complices de la FAF sont entre autres raisons suffisantes pour comprendre que la Kabylie est visée par le régime actuel.⁴⁹

Tout un chacun est convaincu aujourd'hui, la Kabylie est dans le collimateur d'un pouvoir. Il y a une volonté manifeste de déconstruire ce qui constitue sa matrice socio-historique. Les autorités ont redoublé de manœuvres pour empêcher toute expansion économique et culturelle. Après les terribles répressions du printemps noir, le citoyen kabyle d'aujourd'hui a changé de fusil d'épaule. Evitant la confrontation directe avec un régime particulièrement brutal et doté d'une capacité de nuisance avérée, les citoyens de la Kabylie investissent d'autres espaces que celui de la contestation qu'on leur connaissait jusque-là. Grâce à l'organisation ancestrale les villages sont en train de se métamorphoser. Il y a comme une jeunesse animée de la bonne volonté, elle a pu se réapproprier un espoir presque perdu. Et ce n'est pas un hasard si Tizi-Ouzou est toujours en tête sur le taux de réussite des examens du BEM et du Bac.⁵⁰

Historiquement, le régime n'a jamais été tendre avec cette région. De la révolte du FFS jusqu'au sanglant printemps noir, il y a comme une rupture permanente entre les deux. L'injustice que subit cette région est valable depuis toujours, et ce n'est pas aujourd'hui que les choses vont changer. La méfiance est devenue exagérée, et l'idée de s'en prendre à elle avec tant de mépris ne fait que provoquer des sentiments de frustration. À chaque fois qu'une occasion se présente pour améliorer son sort, on s'organise, avec une extrême vilenie, à la tirer vers le bas et empêtrer ses ambitions. On s'entend bien que derrière toute tentative vile, il existe des relais locaux bien identifiés comme des affidés capables d'effectuer la

⁴⁹M, Mahfoudh, journal le matin d'Algérie, Dimanche 2 décembre 2018.

⁵⁰ Ibid.

besogne sans aucun soucis. La présence énigmatique de Chakib Khelil à Tizi-Ouzou est une illustration de perfidie.⁵¹

En 2015, M. Jacques Legendre, ex-député de l'UMP, a demandé au ministre des Affaires étrangères et du développement international la nécessité de la réouverture de l'institut français de Tizi-Ouzou. Comme réponse du ministère : «*L'ambassadeur de France en Algérie continue d'entretenir un dialogue régulier et ouvert avec les autorités algériennes sur ce dossier.*»⁵² Fin de citation. L'air de dire qu'Alger ne veut pas d'une ouverture culturelle à Tizi-Ouzou. Comme une lettre morte, aucune suite de depuis trois ans. Les deux projets financés par le PNUD et l'UE ont été bloqués par les autorités sans raison valable, notamment celui de Tigzirt pour Tizi-Ouzou et Ath-Maouche pour Bejaia. Cette décision arbitraire provoque la colère des élus et les citoyens de ces deux communes. Pour eux, rien ne peut justifier cette marginalisation. Ce n'est pas la première fois que le pouvoir d'Alger torpille ce genre d'initiatives. On se souvient qu'en 2010, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié du même programme des Nations unies pour le développement d'un projet environnemental qui a pour but la gestion des déchets ménagers. Et c'est Ouyahia qui a confirmé que cette entrave est voulue pour une raison de fierté : c'est-à-dire l'Algérie a les moyens de subvenir financièrement à ce genre de projets et elle n'a pas besoin d'aide. L'hôpital qui se moque de la charité. Il faut juste observer les régions où les constructeurs mondiaux de l'automobile ont posé pied pour comprendre stigmatisation programmée en défaveur de la Kabylie. Ce n'est pas que nous en voulons à ces régions. Grand bien leur fasse. Mais il y a une marginalisation manifeste de la Kabylie.⁵³

Le français Renault est installé à Oran, l'allemand Wolkswagen à Relizane, le sud-coréen Hyundai pour Tiaret, et l'autre allemand Daimler est à Rouiba. Alors que Cevital, à Bejaia, patine dans un borbier de décisions arbitraires. Depuis plus de quatre ans que ce groupe endure une mise en demeure qu'on ne peut expliquer ni dans les textes de lois et règlements qui régissent l'investissement et le commerce, et ni dans les faits qui lui ont été reprochés. Le dernier flagrant délit, la douane qui refuse d'appliquer une décision de justice en faveur de Cevital. Alors qu'en France, c'est avec les honneurs du président français,

⁵¹ Ibid.

⁵² Réponse de l'ex ministre des affaires étrangères algérienne Sabri Boukadou au député français de l'UMP (union du mouvement populaire) Jacques Legendre sur la question de l'institut française à tizi ouzou.

⁵³ Op cit.

Emmanuel Macron que le président du groupe, Issad Rebrab, a procédé au lancement du projet fabrication d'équipements d'épuration de l'eau. Sous d'autres cieux, depuis les Ardennes qu'un message fort en enseignement est envoyé aux décideurs.⁵⁴

La couardise du personnel politique est dévoilée au grand jour, et l'État algérien est acculé au pied du mur. Abordant, aussi, un autre sujet qui tient en haleine toute une région. Celui de la JSK, le club phare de la Kabylie. Cherif Mellal, le président du club, vient de provoquer un séisme dans les milieux sportifs du pays, il est devenu un exemple de révolte. Le football algérien est pris dans un engrenage lié à une mafia avec des ramifications tentaculaires et entretenues par des affairistes qui font la pluie et le beau temps dans cette discipline. Il a fallu qu'une enquête faite par la BBC, un média anglais, pour nous montrer que la faillite est générale. Elle a duré trois ans, de 2015 à 2018, elle a jeté le pavé dans la marre en mettant les responsables dans une situation embarrassante. Donc la réaction de Mellal est plus que légitime. Du jamais vu dans l'histoire du foot en Algérie, un président d'un club qui a tenu tête sans aucune concession aux dirigeants de la LFP et la FAF. Il est devenu la fierté de tous les amateurs de la balle ronde du pays. En même temps, l'image positive que les supporters de la JSK diffusent dans un fair-play exemplaire suivi de la présence des familles dans le stade est un signe d'un succès qui inquiète les antagonistes. La suspension que vient de recevoir Mellal est une aberrante décision, pour celui-ci est une occasion d'aller plus loin dans son combat. Il veut même saisir la FIFA. Les relations entre la JSK et le pouvoir sont empreintes de vieilles rancunes. Rappelons-le, qu'en 1977, la finale de la coupe d'Algérie, JSK-NAHD, pour la première fois que la dictature de Boumediene venait de subir une réaction populaire. Des milliers de spectateurs scandaient des slogans hostiles au pouvoir. Et depuis, elle est devenue un symbole de lutte pour les libertés. Et l'ennemi à abattre pour le régime.⁵⁵

10. La Kabylie brûle en silence :

Depuis quelques jours, les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Béjaïa font face à de nombreux incendies qui ravagent des forêts entières. Alors que ce drame ne cesse de s'amplifier, emportant en fumée des plantations et brûlant vives des espèces animales, telles

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

que les singes magots, les autorités sont restées, quant à elles, silencieuses et bras croisés devant la détresse des populations locales, qui n'ont que la mobilisation et la solidarité comme moyens de mettre fin au calvaire. Plus de 100 incendies se sont en effet déclarés dans différentes régions de Kabylie, depuis deux semaines environs, touchant essentiellement les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira. Mis à part les services de la Protection civile qui tentent, tant bien que mal, d'éteindre les flammes avec des moyens rudimentaires, les ministères de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Santé ou celui de l'Intérieur s'imposent un silence et une indifférence inexplicables. Sinon, comment expliquer le fait qu'aucune cellule de crise n'ait été mise en place au niveau national, sans parler des renforts humains et matériels qui ne sont pas envoyés sur place, malgré la gravité de la situation. Il faut savoir que les hauteurs du Djurdjura, la région d'Akfadou, la Vallée de la Soummam, et la Kabylie maritime sont touchées par cette catastrophe. À Bouira, durant les dernières 24 heures, plusieurs dizaines d'hectares de forêts, de broussailles et de chênes sont parties en fumée, notamment à Tala Rana, sur les hauteurs de la commune de Saharidj (Est de la wilaya), ainsi qu'à Tikjda, où plusieurs singes magot et autres espèces animales ont péri calcinés sous les flammes. La situation s'est amplifiée depuis quelques jours en raison de la hausse des températures et des vents qui sévissent dans les régions montagneuses. Ce qui soulève chaque jour l'appréhension et l'inquiétude des habitants des villages environnants. Sur les réseaux sociaux, les photos et vidéos des incendies ne cessent de circuler et d'être partagées dans les différentes pages et groupes. Les internautes, choqués de voir des animaux brûlés vifs, et des espèces d'arbres (oliviers et fruitiers) partir en fumée, ont exprimé à l'unanimité leur indignation face au silence des autorités. «Ils ont envoyé 37 avions pour la CAN au Caire, mais n'ont pas bougé le petit doigt pour envoyer le moindre engin pour sauver nos montagnes», pouvait-on résumer l'état d'esprit de plusieurs internautes, qui s'interrogent sur ce silence assourdissant des autorités.⁵⁶

Le FFS dénonce le laxisme des autorités devant la situation dramatique à l'origine d'incendies dévastateurs dans les wilayas de Kabylie et dans certaines autres régions du pays, à cause des centaines de foyers de feu ravageurs, depuis une dizaine de jours déjà, le FFS se dit très inquiet. « *Plusieurs centaines d'hectares sont parties en fumée et des pertes inestimables sont enregistrées dont des biens particuliers et des espèces animales et*

⁵⁶ Ania Nait Chahal, la kabylie brûle en silence, journal le courrier d'Algérie, 07/2019

végétales. C'est un véritable crime perpétré contre l'homme et la nature »⁵⁷. Devant cet état de fait, le même parti a dénoncé «le laxisme des autorités face à cette situation apocalyptique et s'est indigné du manque de moyens nécessaires pour faire face à de tels sinistres naturels, tout en rappelant que les inondations qui ont occasionné une situation chaotique au Sud du pays ont déjà montré l'incompréhensible fébrilité de l'État face à ce genre de catastrophes naturelles».⁵⁸

11. Les parents d'élèves dénoncent l'état catastrophique de l'établissement :

Les parents d'élèves de l'école primaire les frères Taïb (Base 7), sise à la nouvelle ville de Tizi-Ouzou, ont procédé à la fermeture de cet établissement et ce, jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications. Ils dénoncent les conditions lamentables et inacceptables qu'affrontent quotidiennement leurs enfants : classes surchargées, cantine scolaire inexistante, dégradation de l'hygiène, insécurité au sein de l'établissement, entre autres griefs énumérés dans leur plateforme de revendications, affichée sur la porte d'entrée de l'établissement. Il est à signaler que les élèves sont renvoyés dès la première heure et la porte de l'école a été fermée avec une chaîne mais aucun représentant des autorités locales ou encore de l'inspection n'ont pris la peine de s'approcher et de voir se qui se passe à cette école, à ce propos un des intervenants, dira à la presse « *c'est vraiment grave, plus de 600 élèves ont pas fait cours, et personne ne s'inquiète* ».⁵⁹

En effet, cet établissement semble ressembler à tout, sauf à une école primaire, comme son responsable l'a d'ailleurs qualifié « *c'est une école de catastrophes, complètement délaissées et marginalisées* »⁶⁰. Ceci pour dire que l'établissement n'a pas les moindres conditions nécessaires et sur le plan pédagogique et sur le plan sécuritaire ou encore la santé et l'hygiène. Concernant le côté pédagogique, les parents d'élèves ainsi que les enseignants affirment que « *l'école qui a été destinée à abriter les enfants d'un seul quartier, connaît actuellement l'incapacité de prendre le nombre existant, il y a surcharge, vu l'extension de la population* »⁶¹. C'est d'ailleurs ce que ces derniers ont essayé d'exprimer sur les affiches

⁵⁷ Écrit le parti du FFS dans un communiqué, rendu public, et signé de son Premier secrétaire Hakim Belahcel, le 27 juillet 2019.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Déclaration de l'un des intervenants à la presse, la dépêche de Kabylie, 11/10/2011, p 3

⁶⁰ Ibid. Déclaration du directeur de l'établissement à la presse.

⁶¹ Ibid. déclarations des parents d'élèves

collées au mur et sur la porte de l'établissement sur lesquelles nous pouvons lire : *«Les parents d'élèves demandent l'extension de l'école et la construction d'une annexe, le lotissement Bouzar et le boulevard Krim Belkacem dépassent largement 30.000 habitants»*⁶². Notons que cette école abrite plus de 600 élèves et ne contient que 13 classes de 42 à 43 élèves, et dont quelques unes ne sont que le résultat d'aménagement d'une cave. Les parents d'élèves invoquent de même, l'absence de classes du préscolaire, les tables et les chaises cassées ainsi que le manque de tableaux et d'estrades. Un autre volet pas moins important et qui consiste une priorité étant d'une apparence flagrante, chose qui ne peut passer inaperçue pour quiconque met les pieds à l'intérieur de la dite école. Il s'agit de la dégradation des conditions d'hygiène qui menacent la santé des enfants et de l'effectif. En fait, pour les sanitaires, *«pratiquement tout le temps bouchés, engendrent la remontée des eaux qui coulent pendant toute la journée et dégagent de désagréables odeurs»*⁶³.

Ceci avant de préciser que la remontée des eaux usées dans les classes aménagées au sous-sol, représente un grand danger pour la santé des enfants et de leurs enseignants. Il est noter aussi que d'après ces parents, *«pour pas mal de réparations et de manque, ce sont eux qui prenaient l'initiative de les réaliser, à titre d'exemple l'achat de serrures pour les portes pour ne citer que cela, avec l'aide de la mosquée pour certaines réparations»*.⁶⁴ Il est important de dire que selon le directeur, *«toutes les parties concernées ont été sollicitées à maintes reprises pour effectuer les réparations nécessaires, mais il n'y a eu aucune volonté pour prendre en charge nos doléances ni de la part de l'APC, ni des services techniques ou encore ceux de l'hygiène qui sont pourtant venu et visité l'établissement»*⁶⁵. S'ajoutant à cela, le manque de cantine, qui cause plus de désagréments pour les enfants en premier lieu et pour les enseignants surtout ceux qui habitent loin. La sécurité représente également le souci de l'ensemble des parents et des enseignants. Commençant par le manque de gardiens, notons que les parents d'élèves ont parlé d'un seul gardien en activité en signalant que *«son état psychique ne lui assure pas le devoir de veiller sur la sécurité puisque lui-même représente une insécurité du fait qu'il agresse les enfants et les enseignants, malgré que plusieurs requêtes ont été faites à son sujet, n'empêche qu'il est toujours actif»*⁶⁶. En plus du

⁶² Ibid. Pancartes des parents qui figurent sur les murs de l'école.

⁶³ Ibid. déclarations des parents et enseignants.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Ibid. les propos de la direction.

⁶⁶ Ibid. annoncent les parents d'élèves

danger que représente la route pour les enfants de cette école, les parents d'élèves réclament aussi la surélévation du mur de clôture ainsi que la réparation de l'étanchéité de la toiture défectueuse et la réfection de l'installation électrique. À ce propos, les parents d'élèves se disent *«choqués de découvrir les boîtes d'arrivée non couvertes, à côté du toit laissant couler l'eau, un risque majeur qui menace leurs enfants, pire encore la question du piratage, d'un inspecteur habitant le logement de fonction»*.⁶⁷

⁶⁷ Ibid.

Chapitre quatre :
Les choix politique du
pouvoir en place vis-à-
vis la Kabylie

Les choix politique du pouvoir en place vis-à-vis la Kabylie

1. En Algérie, les protestants de Kabylie cibles du régime :

Les autorités algériennes empêchent la communauté protestante de Kabylie d'exercer le culte. Trois églises ont été fermées dans cette région en pointe de la contestation contre le régime des militaires. Très marginale numériquement, la petite communauté chrétienne d'Algérie suit de près les événements qui frappent l'Église protestante d'Algérie (EPA). Treize fidèles membres de l'EPA ont été interpellés jeudi 17 octobre à Tizi Ouzou avant d'être relâchés en fin d'après-midi. Ils participaient à un rassemblement devant le siège de la wilaya de Tizi Ouzou, à 100 km à l'est d'Alger, en protestation contre la mise sous scellés mardi et mercredi derniers de trois lieux de culte appartenant à leur communauté dans cette région de Kabylie.¹

La police, critiquée pour ses méthodes brutales dans la fermeture des lieux de culte préalablement vidés par la force de leurs occupants, a procédé à la dispersion du rassemblement qui comptait plusieurs dizaines de personnes. Une manifestation similaire a pu se tenir plus longtemps à Bejaia, chef-lieu de l'autre grande wilaya de Kabylie; avec celle de TiziOuzou.²

1-1La loi liberticide de 2006 :

Mustapha Krim ancien responsable de l'EPA a expliqué que les autorités avaient procédé à la fermeture de 12 églises sur ces deux wilayas depuis une ordonnance liberticide de 2006 restreignant les libertés du culte. La communauté protestante en Algérie n'arrive pas à obtenir le sésame administratif qui lui permet d'exercer son culte sur un lieu agréé. La commission habilitée à délivrer les autorisations d'exercice du culte, prévue par l'ordonnance de 2006, n'a jamais été instituée. « *Nous sommes contraints de négocier durant des mois et des mois avec l'administration locale qui ne répond jamais à nos demandes d'agrément* »³. C'est ce qui s'est produit avec les trois dernières églises mises sous scellées cette semaine alors que la

¹ A. Kadi, journal la croix, 18/10/2019, p4

² Ibid.

³ regrette Mustapha Krim dan sa déclaration de presse

communauté protestante pensait être protégée par l'affiliation de ces lieux à l'EPA qui, elle, dispose d'un agrément. Le président de l'EPA, Salah Eddine Chalah parle, lui, « *d'acharnement* »⁴ dans le quotidien francophone *El Watan* : « *Tous nos lieux de culte sont connus. Nous n'exerçons pas dans la clandestinité. Mais cela n'empêche pas les autorités de nous sanctionner.* »⁵ L'Etat évoque une campagne de fermeture qui semble s'accélérer.

1- 2. Une presse algérienne discrète

En dehors d'*El Watan* qui a consacré sa une à « *la liberté de culte de nouveau en question* »⁶, la presse algérienne n'a pas accordé beaucoup de place à cette nouvelle attaque des officiels contre l'Église protestante d'Algérie. « *Une partie de l'opinion habituellement plus prompte à dénoncer cette pratique du pouvoir est gênée* »⁷ dans cette affaire.

Les Églises protestantes sont présentées par le régime comme soutenues par l'Occident. Alger entretient une certaine défiance de la population arabe et musulmane traditionnelle vis-à-vis d'une communauté qui a bénéficié du soutien des pentecôtistes américains. En ciblant les protestants de Kabylie, les autorités cultivent la propagande sur des Kabyles soutenus de l'étranger pour déstabiliser le pays, où la contestation populaire ne faiblit pas⁸. « *C'est une nouvelle fois une région, la Kabylie, qui est stigmatisée pour faire diversion* »⁹. « *Cette manœuvre cherche à diviser le peuple algérien.* »¹⁰

2. Déclaration : Halte à la stigmatisation de la Kabylie :

C'est dans un climat de consternation et de tristesse vécu par la Kabylie suite à l'horrible assassinat de Hervé Gourdel, que nous avons pris connaissance, avec stupéfaction et indignation, des propos tenus par Louisa Hanoune, présidente du Parti des travailleurs (PT) affirmant « *l'éventualité d'une implication du Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie*

⁴ Salah Eddine Chalah, le président de l'EPA, parle sur journal EL WATAN.

⁵ Ibid.

⁶ La une du quotidien EL WATAN, le 17/10/2019

⁷ Ibid. estime l'universitaire Kamel Debchi.

⁸ A. Kadi, journal la croix, 18/10/2019,

⁹ Op cit. explique Said Salhi, vice-président de la ligue algérienne de défense des droits de l'homme.

¹⁰ Ibid.

*(MAK) dans l'enlèvement et l'assassinat du ressortissant français, commandités de l'étranger afin de placer la région sous protection internationale».*¹¹

Connaissant les liens qu'entretient Mme Hanoune avec le sérail algérien, nous considérons que c'est la Kabylie qui est visée à travers cette accusation. Il y a une volonté politique manifeste de lui faire porter la responsabilité de cet acte abject, alors que celui-ci est à l'évidence le résultat d'une politique algérienne menée depuis des décennies, faite de renoncement et de réconciliation avec l'idéologie islamiste. Personne n'ignore que la Kabylie a toujours été le bastion des idées de liberté, de laïcité et de résistance à cette politique et que toutes les organisations politiques nées en terre kabyle se sont toutes inscrites dans une démarche de lutte politique démocratique et pacifique, le MAK compris.¹²

Mme Hanoune qui vient de confirmer, une fois de plus, son allégeance au régime, nous explique comment prétend-elle défendre l'unité nationale, soi-disant chère à ses yeux, avec cette annonce irresponsable et dangereuse qui stigmatise la Kabylie dans un contexte international. Elle sache, ainsi que ses parrains, que cette manœuvre grotesque ne peut que conforter l'idée que la Kabylie est au centre de diverses manipulations sordides, telles que l'exploitation éhontée de la tragédie qui a coûté la vie au joueur de la JSK, Albert Ebossé, pour nous discréditer aux yeux de l'opinion internationale, tout en poursuivant la politique visant la destruction de la Kabylie et des valeurs. Qu'elle sache, ainsi que ses commanditaires, que nous Kabyles, autonomistes ou non, adhérents au MAK ou non, ne pouvons tolérer que la Kabylie soit ainsi déshonorée et instrumentalisée à des fins inavouées. Les manœuvres obscures qui sont orchestrées, aujourd'hui, contre notre région, nous commandent de faire preuve d'une extrême vigilance à l'effet de déjouer tout entraînement vers la violence. La Kabylie est et restera toujours une région qui portera les valeurs de démocratie, de tolérance, de paix et d'amitié entre tous les peuples.¹³

3. De violences policières en Kabylie suscite colère et indignation :

¹¹ O, Hanoune, conférence de presse, 30/09/2014

¹² M. Baraka... Al, <https://www.elwatan.com/edition/actualite/declaration-halte-a-la-stigmatisation-de-la-kabylie-30-09-2014>

¹³ Ibid.

La vidéo d'une manifestation sauvagement réprimée par des policiers en Kabylie, provoque un tollé et oblige la police nationale à ouvrir une enquête. À l'origine des violences : l'interdiction d'une marche organisée en commémoration du printemps berbère de 1980.¹⁴

L'interdiction de la marche du 20 avril à Tizi Ouzou qui avait pour but de commémorer le 34^e anniversaire du printemps berbère et la révolte sanglante d'avril 2001 (126 morts), a donné lieu à de violents heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Une vidéo filmée à partir d'un bâtiment, montre les brutalités commises par des policiers en uniforme, secondés par des individus en civil. On y voit un homme au torse nu gisant inconscient par terre recevoir des coups de pied de la part de CRS avant d'être traîné sur plusieurs mètres par deux nervis habillés en tenue de ville. Plusieurs autres manifestants sont interpellés violemment, roués de coups et abreuvés de gifles. Une deuxième vidéo montre le même jeune homme, toujours inconscient, subir un autre violent coup de rangers dans la cuisse, également asséné par un CRS. On voit aussi un policier faire usage d'une arme à feu, vraisemblablement un fusil à pompe, en direction de la foule. Devant l'indignation suscitée par la violence de ces images, la direction générale de la police nationale (DGSN) a ordonné, selon un communiqué officiel, l'ouverture d'une enquête urgente suite à la diffusion d'une vidéo montrant des agissements d'individus en tenue de police contraires à l'éthique professionnelle.¹⁵

Deux journalistes locaux, ayant requis l'anonymat et qui s'étaient rendus sur les lieux, confirment à Jeune Afrique que les images datent du dimanche 20 avril 2014. « *Le quartier où a été tournée la vidéo était un chantier en 2001, explique ce correspondant d'un quotidien national. Les images ne pouvaient donc pas dater de cette époque-là.* »¹⁶ Un autre journaliste affirme avoir retrouvé le lendemain du tournage les mêmes détails et objets (trottoir récemment

¹⁴ F. Alilat, <https://www.jeuneafrique.com/164215/politique/alg-rie-une-vid-o-de-violences-polici-res-en-kabylie-suscite-col-re-et-indignation/>, 22/04/ 2014.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Déclaration d'un journaliste national dans le journal Jeune Afrique

refait, fanions de plusieurs couleurs accrochés entre les bâtisses, ordures ménagères...) qui figuraient sur les images de la bastonnade.¹⁷

La brutalité des images rappelle les douloureux souvenirs de la révolte qui a embrasé la Kabylie au printemps 2001 suite à l'assassinat d'un jeune lycéen, Massinissa Guermah, par un gendarme. Les manifestations et les émeutes y furent durement réprimées faisant plus 126 morts, principalement des jeunes. Face à l'ampleur de la contestation populaire, les autorités ont été contraintes de démanteler plusieurs brigades de gendarmerie, ce corps de l'armée ayant été accusé d'être derrière une bonne partie des tueries.¹⁸

4. Algérie : comment un amendement de loi sur le tamazight a rallumé la contestation en Kabylie :

Depuis quelques jours, cette région historiquement frondeuse proteste contre le rejet par la majorité présidentielle d'une proposition de loi visant à promouvoir l'identité berbère. État des lieux. C'est l'amendement qui a mis le feu aux poudres. Un mouvement de contestation a touché **plusieurs villes et villages de Kabylie** à cause du rejet par l'Assemblée nationale algérienne (APN) d'un amendement visant à promouvoir la langue et la culture berbère (le tamazight). Point d'orgue de cette colère citoyenne, des manifestations ont drainé lundi 11 décembre des dizaines de milliers de personnes à Tizi Ouzou, Béjaïa et Bouira, les trois principales villes de Kabylie. À Bouira, 120 km à l'Est d'Alger, des heurts opposent depuis trois jours des manifestants à des dispositifs anti-émeutes, alors que l'université est fermée. Mercredi 13 décembre, les affrontements se sont propagés à plusieurs quartiers de la ville, contribuant à entretenir davantage la tension en Kabylie, connue pour être une région frondeuse. Le rejet de cet amendement n'est sans doute qu'un prétexte. La nouvelle génération de Kabyles, biberonnée aux réseaux sociaux, se sent de plus en plus frustrée par le manque d'empressement du pouvoir à promouvoir l'identité berbère, bien que le tamazight soit promue

¹⁷ L'affirmation du fait par un autre journaliste national dans le journal jeune Afrique.

¹⁸ F. Alilat, <https://www.jeuneafrique.com/164215/politique/alg-rie-une-vid-o-de-violences-polici-res-en-kabylie-suscite-col-re-et-indignation>.

langue officielle depuis la révision constitutionnelle de 2016. Pour tenter de circonscrire cette protestation et éviter qu'elle ne dégénère, les autorités évoquent une manipulation visant à déstabiliser cette région qui a déjà été le théâtre d'émeutes qui ont fait plus de 126 morts entre 2001 et 2003.¹⁹

Novembre 2017. Les députés de l'Assemblée nationale débattent de la loi de Finances 2018. Nadia Chouitem, députée du PT (Parti des travailleurs, opposition), propose un amendement pour renforcer l'enseignement du tamazight dans les établissements scolaires.

*« Depuis quelques années, notre parti propose systématiquement un amendement de cette nature dans le cadre de la promotion de l'identité berbère. Notre amendement est d'autant plus pertinent que nous avons constaté une baisse de 0,2 % dans le budget alloué pour le HCA [le Haut commissariat à l'Amazighité, l'organisme officiel chargé de la promotion et de la réhabilitation de cette langue et de cette culture, ndlr]. Le président du HCA confirme lui-même que les moyens ne suffisent pas et que le nombre d'élèves qui suivent les cours de tamazight est insignifiant ».*²⁰

Déposé au bureau de l'Assemblée nationale, conformément au règlement intérieur, l'amendement est accepté. Il atterrit donc devant la Commission des Finances et du Budget, où on examine les propositions de loi avant leur passage en plénière. Devant les membres de cette Commission, la députée du PT argumente sa proposition qui sera finalement rejetée, au prétexte qu'un tel amendement n'a pas sa place dans la loi de Finances et que le budget alloué au HCA est largement suffisant.²¹

¹⁹ F. Alilat, jeune afrique, 13/12/ 2017, mis à jour le 14/12/ 2017

²⁰ Ibid. explique Ramdane Taazibt, député du PT.

²¹ Op-cit.

La députée du PT n'en démord pas. Les règlements de l'Assemblée permettent en effet aux députés d'inscrire à nouveau un amendement en plénière, bien que celui-ci ait été rejeté par la Commission présidée par Toufik Torche, député du FLN. Le 26 novembre, donc, les députés sont appelés à voter la loi de Finances 2018. Soumis au vote par le président de l'Assemblée nationale, comme le reste des textes de cette loi, le fameux amendement est rejeté par les députés de la majorité dite présidentielle. Tous les autres amendements proposés par les partis de l'opposition sont également passés à la trappe. L'adoption de la loi de Finances 2018 se fait presque dans l'indifférence générale. Le mercredi 29 novembre, les premières manifestations de rue débutent dans la région de Béjaïa. Des lycéens et des collégiens sortent pour protester contre le rejet de cet amendement. Au fil des jours, le mouvement de protestation gagne du terrain pour toucher d'autres localités de Kabylie.²²

5. Le plan du pouvoir prend forme contre la Kabylie :

Issad REBBRAB, première puissance économique en Kabylie, a été placé sous mandat de dépôt tard dans la nuit du lundi à mardi par le procureur de la République du tribunal de Sidi M'hamed. Le PDG de Cevital a été conduit dans un fourgon de la gendarmerie à la prison d'El Harrach, comme un vulgaire malfrat, dans une mise en scène qui frise le ridicule, où la chaîne privée proche du pouvoir Ennahar TV, a été présente pour filmer, en gros plan,²³ «*klitou leblad Yasserakine* »²⁴.

Cette arrestation, est survenue après que l'homme d'affaire Issad Rebrab ait subi un interrogatoire de quelques heures, apparemment suffisantes, pour que le procureur de la République décide de l'envoyer en prison. « *une fausse déclaration relative aux transferts illicites de capitaux et vers l'étranger, surfacturation d'équipements importés et importation de matériels d'occasion alors qu'il avait bénéficié d'avantages douaniers, fiscaux et bancaires*

²² Ibid.

²³ <https://www.lematindalgerie.com/issad-rebrab-passera-la-nuit-en-prison-veut-exclure-la-kabylie-du-hirak-video>.

²⁴ Une poignée de personnes, rassemblées pour la circonstance en criant (vous avez pillé le pays sales malfrats).

». ²⁵ Les chefs d'accusation sont bizarrement les mêmes qu'avait lancées il y a quelques années Abdeslam Bouchouareb, alors ministre de l'Industrie et des Mines, l'une des figures au temps de Bouteflika, qui a été depuis démis de ses fonctions parce qu'éclaboussé par des affaires de corruption et dont le nom est sorti dans le scandale planétaire des "Panama Papers".

À l'époque Bouchouareb avait mené pour le pouvoir une sale guerre pour salir Issad Rebrab sans la moindre preuve, utilisant pour la circonstance son appareil médiatique d'Ennahar TV. Bouchouareb avait alors accusé l'industriel d'avoir transféré illégalement des devises à l'étranger lors de l'achat par son groupe de l'usine française Brandt. « *un matériel usagé déclaré à 5,7 millions d'euros alors que sa valeur réelle ne dépasse pas les 2,5 millions d'euros* »²⁶, ajoutant que « *cet homme d'affaires a voulu offrir du matériel neuf aux Français et se débarrasser du matériel usé dans mon pays, l'Algérie* ». ²⁷

Aujourd'hui, et au moment où tout le monde attendait que passent à la trappe des personnes qui ont été au cœur du pouvoir durant les années du règne de Bouteflika, voilà qu'on envoie en prison un homme, qui n'a non seulement pas bénéficié des largesses du pouvoir durant les vingt dernières années, mais qui a vu en plus, tous ses projets, comme le très prometteur EvCon et l'usine de trituration de graines oléagineuses, bloqués sans justifications aucune. Pour cela, on est en droit de se demander pourquoi cet homme est le cible de telles poursuites, alors que beaucoup le considèrent comme un industriel respectable et un symbole de réussite, surtout en Kabylie, où la population risque de voir d'un mauvais œil cette nouvelle charge des toujours nuisibles hommes du régime. Issad Rebrab a été depuis le début du Hirak, bien accueilli par les manifestants où il passait, et il disait marcher comme un simple citoyen. Il a très vite et avait de nombreux hommes politique pris fait et cause pour le mouvement populaire. Celui qui a ordonné l'emprisonnement de l'homme de 76 ans, veut semer le doute et créer la division entre ceux qui le considèrent comme un homme intègre, majoritairement en Kabylie, et ceux, qui seraient tentés, de croire en sa culpabilité. ²⁸

6. Halte à la répression brutale en Kabylie :

²⁵ Les chefs d'accusation sont, selon l'ENTV et l'APS.

²⁶ Bouchouareb avait déclaré que Rebrab a voulu introduire en Algérie

²⁷ Ibid.

²⁸ <https://www.lematindalgerie.com/issad-rebrab-passera-la-nuit-en-prison-veut-exclure-la-kabylie-du-hirak-video>.

Le 10 mars de chaque année est une journée de commémoration de l'interdiction de la conférence sur « les poèmes kabyles anciens » que devait donner l'écrivain Mouloud Mammeri le 10 mars 1980 à l'Université de Tizi-Wezzu, en Kabylie. Cette interdiction arbitraire avait suscité l'indignation et la révolte généralisées du peuple kabyle. L'armée algérienne était alors intervenue avec une grande brutalité, faisant plusieurs dizaines de blessés et de très nombreuses arrestations, notamment le 20 avril 1980. Depuis, cette période porte le nom de Tafsut Imazighen, le printemps amazigh, célébré chaque année.²⁹

Le matin du 10 mars 2018, les Kabyles devaient célébrer le 38ème anniversaire de cet évènement en se rassemblant symboliquement devant l'entrée principale de l'Université de Tizi-Wezzu qui porte aujourd'hui le nom de Mouloud Mammeri. De manière tout à fait autoritaire et abusive, les autorités algériennes avaient décidé d'empêcher par tous les moyens cette commémoration. La police avait mis en place un dispositif préventif dans toute la région de Tizi-Wezzu afin d'empêcher physiquement et par la force, les déplacements des citoyens vers le lieu de la manifestation. Ainsi, dans plusieurs villes de Kabylie mais aussi devant l'Université, plusieurs dizaines de Kabyles, dont des militants politiques connus, ont été arrêtés sans motif et emmenés dans différents commissariats de police pour identification et interrogatoire.³⁰

Pour cette opération, les autorités algériennes ont fait appel aux brigades de recherche et d'intervention (BRI), habituellement affectées à la lutte anti-terroriste. Leurs agents souvent habillés en civil, ont usé de méthodes d'une violence que rien ne justifie. Plusieurs personnes arrêtées ont été frappées, jetées et plaquées au sol et menottées alors qu'elles ne manifestaient aucune intention de se rebeller et ne représentaient aucune menace face aux policiers. Les interventions policières se sont soldées par des dizaines d'arrestations et des blessés. Certaines personnes interpellées ont été détenues pendant 25 heures et laissées sans nourriture, ni eau, ni soins pour les blessés et sans informer leurs familles. Un deuxième rassemblement s'est formé

²⁹ K. Nait Sid, présidente du congrès mondial amazigh, communiqué publié, 12/03/2018, site officiel du congrès mondial amazigh et ONG de défense et promotions de droits individuel et collectifs du peuple amazigh, Paris.

³⁰ Ibid.

spontanément le même jour à 16h à Tizi-Wezzu pour protester contre cette répression féroce mais il a été également violemment empêché par les forces de police.³¹

Le Congrès Mondial Amazigh (CMA) met en garde les autorités algériennes contre ces agressions policières qui se répètent à l'encontre de citoyens pacifiques et ces interdictions systématiques de toute manifestation, y compris culturelle en Kabylie. Les provocations déboucheront fatalement un jour sur une déflagration sociale dont le seul responsable sera le gouvernement algérien. Le CMA exprime de nouveau sa solidarité avec toutes les victimes de la répression en Kabylie et en appelle aux instances internationales afin qu'elles fassent obligation à l'Etat algérien de respecter de manière effective ses engagements internationaux en matière de respect des droits humains et des libertés individuelles et collectives.³²

7. L'usurpation et le dévoiement de la mémoire de Lounès Matoub :

Depuis quelques années maintenant, la mémoire de Lounès Matoub est régulièrement profanée : hommages officiels de l'Etat algérien, prières islamiques sur son tombeau et maintenant séquestration de sa mémoire dans un « musée » sponsorisé par l'arabo-islamisme. C'est bien là le comble de l'ignominie. La mémoire de l'enfant prodige de la Kabylie se retrouve menacée d'être séquestrée par ses assassins, ceux-là même qu'il a combattu de toutes ses forces, jusqu'à y laisser sa vie. Il est inadmissible aujourd'hui d'assister à cette profanation de la mémoire de Lounès Matoub synonyme de notre humiliation, nous qui nous nous réclamons fièrement du combat du Rebelle.³³

Le combat de Lounès a toujours été dirigé contre le système algérien : contre l'islamisme sciemment entretenu, contre l'arabisation imposée, contre l'anéantissement des journalistes et intellectuels par le système moyenâgeux arabo-islamique, contre les supplétifs de l'Etat algérien et les Kabyles de service qui aident lâchement à pacifier la Kabylie en lui imposant une langue, une culture, une identité qui ne sont pas les siennes.³⁴

³¹ Ibid.

³² Ibid.

³³ Le matin d'algerie, appel un rassemblement, le 24 février, le Lundi 11/02/ 2019.

³⁴ Ibid.

Aujourd'hui, c'est toute honte bue que l'Etat algérien œuvre publiquement à détourner la mémoire de Matoub Lounès au profit de ce qu'il a toujours combattu. Nous ne pouvons nous taire face à un tel sacrilège. Et à celles et à ceux qui croient, naïvement, à une reconnaissance, nous disons : En quoi l'Etat algérien est-il différent aujourd'hui de ce qu'il était hier ? Comment un Etat qui pratique l'assimilation lancinante et forcée des Amazighs à l'arabo-islamisme serait-il soudainement « habilité » à honorer la mémoire du Rebelle ?

En quoi l'Etat algérien qui pratique ouvertement une politique liberticide, répressive et même criminelle, notamment contre les Kabyles et les Amazighs de manière générale, serait-il apte à rendre hommage à Lounès Matoub ? C'est pourquoi le Collectif pour la défense de la mémoire de Lounès Matoub appelle à la mobilisation générale des Kabyles, notamment en Kabylie, pour dénoncer les atteintes qui visent la mémoire de celui qui s'est battu pour défendre la dignité de la Kabylie. Pour dénoncer les attaques de l'Etat algérien qui visent la mémoire de Lounès Matoub et l'humiliation des Kabyles et des Amazighs de manière générale, à Paris nous appelons toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent et se réclament du combat de Lounès Matoub à un rassemblement au Parvis des droits de l'Homme au Trocadéro le dimanche 24 février 2019 à 14h30.³⁵

8. La Kabylie est une terre de résistance à l'islamisme :

8- 1. Terrifié l'image de la Kabylie :

L'assassinat d'Hervé Gourdel a soulevé, à juste titre, une grande indignation à travers le monde. Les Kabyles en sont horrifiés et révoltés. Ils sont choqués par le sort tragique réservé à ce malheureux et sont particulièrement en colère du fait que cet ignoble crime ait été commis sur leur territoire. Ils s'en sentent salis ! Les médias internationaux, surtout français, les accablent en présentant la Kabylie comme le fief d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et de l'islamisme. Accuser la Kabylie d'être le fief de l'islamisme ou d'avoir de la sympathie pour cette idéologie fasciste est si grave que cela appelle une mise au point.³⁶

³⁵ Ibid.

³⁶ F Mehenni(Artiste et militant kabyle exilé en France), la kabylie est une terre de resistance à l'islamisme, tribune publié dans le journal le monde, le 01/10/ 2014

Pour s'être battue pour la liberté et la reconnaissance de son identité durant les trente années de dictature du Front de libération nationale (FLN), la Kabylie, fer de lance du berbérisme, n'a jamais été gagnée par le raz de marée islamiste algérien. Toutes les élections pluralistes qui s'y sont déroulées depuis 1990 sont là pour le prouver : les islamistes y essuient toujours des échecs. La Kabylie est laïque depuis des siècles. Sa laïcité n'est le fait ni d'une décision violente à la turque ni d'une loi à la française. Elle est simplement culturelle et répond au besoin de liberté de chaque individu et de chaque village, mais aussi à la nécessaire solidarité entre tous ses enfants.³⁷

Les terroristes islamistes, bien qu'il y ait parmi eux quelques recrues locales, sont pour l'essentiel des étrangers à la Kabylie. Ils viennent d'ailleurs. Le terrorisme islamiste n'a été transféré en Kabylie qu'à partir de 1997, lorsque le pouvoir algérien conclut un accord de paix avec l'Armée islamique du salut (AIS). Pendant cinq ans, alors que le terrorisme ravageait Alger et ses environs (1992-1997), la Kabylie faisait figure de pays paisible et sûr. C'était la Suisse locale. Malgré quelques rares incursions, dont furent victimes Mohand Aouchta, Rabah Stambouli et Nabila Djahnine, le terrorisme islamiste sévissait plutôt ailleurs. Dès 1995, les Kabyles furent les premiers à s'organiser et à prendre les armes contre le terrorisme islamiste.³⁸

L'accord signé entre le pouvoir et l'AIS en 1997 avait besoin d'un bouc émissaire : la Kabylie, qui refusait d'accepter un Etat arabo-islamique. La fin du terrorisme posait problème au régime algérien. En son absence, comment justifier la présence de l'armée en Kabylie ? Il y eut donc conspiration contre elle. Les terroristes sont autorisés à se venger contre les Kabyles et l'armée est chargée de leur garantir la liberté d'action et l'impunité. Ce sont les barrages militaires qui protègent à ce jour la circulation de ces nervis.³⁹

Bouteflika est arrivé au pouvoir avec la ferme intention de détruire la Kabylie. Dès sa première campagne électorale (1999), il déclara à Tizi Ouzou : « *Je suis venu dégonfler votre ballon de baudruche !* »⁴⁰ Lors de sa deuxième campagne (2004), il cria à Vgayet (Bougie), où

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Déclaration d'A Bouteflika à sa campagne électorale, T Ouzou en 1999.

il fut accueilli avec des jets de pierres : « *Kabyles ! De loin je vous voyais des géants, mais de près vous n'êtes que des nains !* ». ⁴¹

8-2. L'astuce est diabolique :

Les terroristes islamistes amnistiés sont envoyés en tant qu'imams en Kabylie. Nombre d'entre eux ont été chassés par les comités de village pour avoir incité à la haine et au meurtre. Le maintien du terrorisme en Kabylie permet de faire passer, auprès des médias internationaux et des chancelleries, la thèse suivante : « *Le pouvoir algérien se bat contre le terrorisme islamiste. Il fait de son mieux, mérite le soutien de l'Occident. Mais le terrorisme ne subsiste qu'en Kabylie, qui se bat contre ce même pouvoir. Les Kabyles sont donc, sinon les complices des terroristes, du moins leurs alliés objectifs !* » ⁴² Par conséquent, le pouvoir algérien serait à encourager dans sa lutte contre les Kabyles qui l'empêchent d'éradiquer les terroristes. L'astuce est diabolique, mais elle fait mouche ! Ainsi, on donne de la Kabylie l'image du « *bastion du terrorisme islamiste* » ⁴³ et du « *fief de l'AQMI* ». ⁴⁴

On oublie de dire que les militaires algériens ne sont nullement entravés dans leur action par les populations kabyles. Ils se déploient en toute liberté. Les Kabyles, s'ils ne sont pas d'accord avec le régime fasciste algérien, sont encore davantage opposés aux islamistes. La Kabylie n'a pas d'Etat, pas de service de sécurité. Les militaires et les terroristes islamistes sont armés, les Kabyles non. Avant de quitter le pouvoir, M. Bouteflika s'est juré de donner le coup de grâce à la réputation des Kabyles. Il a sorti sa nouvelle tactique : commettre des atrocités en Kabylie contre des étrangers et en accuser les Kabyles. C'est ainsi qu'au mois d'août Albert Ebossé, un footballeur camerounais de la Jeunesse sportive de Kabylie, fut assassiné dans les vestiaires du club à Tizi Ouzou. Toutes les versions inventées par les scénaristes du pouvoir ne sont pas parvenues jusqu'ici à avoir la moindre concordance avec les faits, qui restent têtus. Aujourd'hui, c'est un Français qu'on fait enlever, dans des conditions pour le moins suspectes,

⁴¹ Déclaration d'A Bouteflika à sa campagne électorale, Bejaia en 2004

⁴² Le rapport médiatique international.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ AL-Kaida au Maghreb islamique est un groupe armée et organisation terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, née 25/01/ 2007

et qu'on décapite. Hervé Gourdel n'a-t-il pas été carrément livré par les services algériens à ses ravisseurs ? Nous sommes fondés à nous poser cette question.⁴⁵

8- 3. cette armée est incompétente :

Dans une version des faits livrée par le site Internet du quotidien Liberté (mercredi 24 septembre à 9 h 50) par Salim Koudil, intitulée : « *Enlèvement d'Hervé Gourdel, ce qui s'est réellement passé* »⁴⁶, on relève cet étrange détail : « *Les cinq accompagnateurs du Français ont été séquestrés dans la forêt avoisinant Aït Ouabane, durant toute la nuit de dimanche à lundi, avec Hervé Gourdel, avant d'être libérés dans la matinée. Ils sont arrivés à Tikjda vers 16 h 30, lundi 29 septembre, après une marche à pied de plusieurs heures, et se sont directement dirigés vers la caserne militaire.* »⁴⁷

Par ailleurs, la presse fait état d'un déploiement de 1 500 militaires pour un ratissage sur les lieux de l'enlèvement. Cela n'a permis ni de sauver la malheureuse victime ni de retrouver sa dépouille et encore moins ses ravisseurs. Pourquoi, avec tous les moyens modernes dont disposent ces militaires, sommes-nous devant un tel échec, un tel drame ? De deux choses l'une : soit cette armée est incompétente, ce qui est une insulte pour ses plus hauts gradés, soit « on » la promène, au sens littéral du terme. Ce que l'Occident devrait retenir de ce grave précédent est que le régime algérien, qu'il soit incompétent ou comploteur, n'est digne d'aucune confiance. Le soutenir revient à couvrir son rejeton, le terrorisme islamiste, qui, demain, va s'infiltrer dans chacune des villes européennes et américaines pour y faire ce qu'il fait aujourd'hui en Kabylie. La Kabylie martyrisée, souillée par tant d'humiliations, a besoin de son propre Etat pour assurer sa sécurité et celle de son environnement. Seule une Kabylie indépendante est en mesure de

⁴⁵ F Mehenni (Artiste et militant kabyle exilé en France), la kabylie est une terre de résistance à l'islamisme, tribune publié dans le journal le monde, le 01/10/ 2014

⁴⁶ S. Koudil, LE quotidien Liberté, 24/09/ 2014

⁴⁷ Remarque de F. Mhenni et sa réponse était comme suite : pour quelqu'un qui ne connaît pas la Kabylie, on peut pas marcher plus d'une heure sans tomber sur un village.

garantir sur son territoire, voire au-delà, la sécurité des personnes et des biens dont le voisinage occidental a tant besoin.⁴⁸

9. Des kabyles Algériens interdits de passeport :

Ils sont militants du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) ou proches des cadres de ce dernier. Ils attendent depuis plusieurs mois, voire des années pour certains, l'acquisition de leur passeport biométrique, en vain. Les concernés dénoncent un «*blocage*».⁴⁹Cette mesure est-elle fondée juridiquement ou relève-t-elle d'un acte arbitraire ? Les victimes parlent de représailles à cause de leurs opinions politiques. «*Victime du chantage administratif de l'Etat qui m'a privé de mon droit d'avoir un passeport, je lance un appel de détresse à l'opinion publique, à la presse, aux ONG, à toutes les voix libres et à tous les défenseurs des droits humains afin de dénoncer ces agissements arbitraires contre les libertés individuelles des citoyens dont le seul tort est d'avoir assumé publiquement leurs opinions politiques*».⁵⁰

Comme beaucoup d'autres, Cacnaq attend d'obtenir son passeport et sa carte d'identité biométriques depuis plus de deux ans. Pourtant, une année avant, le directeur général de la modernisation et des archives au ministère de l'Intérieur, Abderrezak Henni, était tout fier d'annoncer sur les ondes de la Chaîne 3 que «*les délais d'attente ne pouvaient dépasser une semaine à quinze jours au maximum*».⁵¹Il s'est avéré que ce n'était pas le cas pour tout le monde car ils sont aujourd'hui des dizaines de personnes de Bouira, de Tizi Ouzou, de Béjaïa et même de la diaspora établie en France, au Canada ou en Afrique du Sud à attendre des mois et des mois «*sans qu'on nous donne des explications ou des raisons valables qui justifieraient ces mois d'attente interminables* »⁵².

⁴⁸ F Mehenni(Artiste et militant kabyle exilé en France), la kabylie est une terre de resistance à l'islamisme, tribune publié dans le journal le monde, le 01/10/ 2014

⁴⁹ Les concernés privé de leurs passeports déclarent à la presse

⁵⁰ Dénonce Rachid Kadi, dit Cacnaq, 26 ans, ancien militant du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), originaire de la commune de Chorfa, dans la wilaya de Bouira.

⁵¹ A Henni a annoncé sur les ondes de la Chaîne 3

⁵² expliquent ceux qui ont accepté de témoigner à la presse.

Sans papier ni document de voyage, certains ne peuvent pas quitter le territoire. D'autres sont, au contraire, forcés à rester dans l'exil loin de leur contrée et leurs familles qu'ils souhaitent tant revoir.⁵³

9- 1. Apatride :

De Maputo au Mozambique où il passe ses vacances, à défaut d'être en Kabylie cet été par faute de passeport, il confie que *« les services de l'ambassade d'Algérie à Pretoria lui ont même avoué que son nom ne figurait pas dans le fichier international du ministère algérien des Affaires étrangères »*⁵⁴.

Installé à 50 km à l'est de Pretoria depuis 13 ans où il est marié à une Sud-africaine et avec laquelle il a eu un garçon baptisé Aksel, Yuva ne rêve que d'une chose : revoir sa région Maâtkas et sa famille à Tizi Ouzou. *« L'Algérie m'a poussé à l'exil en Afrique du Sud et me prive aujourd'hui de mon passeport et de ma terre la Kabylie. Mes casiers judiciaires algérien comme sud-africain sont vierges. C'est un crime de faire de moi un apatride »*⁵⁵. Yuva N Tala Hemmu affirme avoir pris contact avec un avocat sud-africain spécialiste des apatrides et compte, selon ses dires, *« poursuivre en justice l'ambassade d'Algérie et l'Etat algérien pour non délivrance de passeport et d'obstruction au droit à la circulation »*.⁵⁶

De l'autre côté du continent, au nord, sur le territoire français, plusieurs personnes souffrent aussi du même problème. L'un d'eux est Malek Benhamouche. Il confie que son passeport lui *« a été d'abord bloqué en 2007 dans sa région natale, puis depuis février 2016 dans la ville rose du sud de France »*⁵⁷ où il réside depuis 9 ans. *« Chaque service me renvoie vers un autre. J'ai fait le tour de la police, de la gendarmerie, de la justice, puis de la daïra d'Akbou. Ce n'est qu'après qu'on m'a expliqué que j'avais une amende qui datait de l'époque*

⁵³ M. Abane, journal EL WATAN, le 31/08/ 2018

⁵⁴ Un kabyle qui passe un séjour à Mozambique confie ces propos à la presse.

⁵⁵ S'emporte Yuva devant la presse.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Malek Benhamouche, 40 ans, ancien animateur du mouvement des Aarchs à Akbou et actuel responsable du MAK-Anavad à Toulouse et aussi l'un des principaux animateurs du mouvement culturel amazigh dans la région de Toulouse, confie à la presse.

*du mouvement des Aarchs. On m'a non seulement emprisonné pour mes activités dans le mouvement citoyen, mais on a voulu aussi me priver de mon passeport. Je l'ai eu quand l'Etat a abandonné ses poursuites contre les animateurs des Aarchs. Je pensais en avoir fini avec ce genre de pratiques indignes. Mais voilà que je suis à nouveau confronté à la même situation ici à Toulouse».*⁵⁸

9- 2. Chantage :

Dans ce dossier, beaucoup dénoncent le chantage, parmi eux Cacnaq qui affirme avoir subi «des pressions terribles de la part des renseignements généraux, de la police et de la gendarmerie nationale»⁵⁹. «Un officier de la gendarmerie est venu me dire clairement que pour régler ma situation, je devais quitter le MAK et collaborer avec eux. En contrepartie, ce dernier m'a assuré de m'aider à récupérer mes papiers et de me trouver du travail. Et c'est la même offre qu'on me fait à chaque fois que suis interpellé ou présenté devant un commissariat. J'ai évidemment refusé. Mes convictions ne sont pas à vendre».⁶⁰

Pour beaucoup de personnes, notamment celles qui doivent voyager, la situation perdue et l'attente devient insupportable. Certains ont même tenté de recourir aux différents ministères et organismes officiels dans l'espoir de débloquer la situation. C'est le cas de Farid Djenadi, ancien dirigeant du MAK. «J'ai adressé, en novembre 2017, un courrier au ministre de l'Intérieur lui expliquant mon cas et j'ai envoyé une copie au Premier ministre, à la Présidence et au responsable du centre de la biométrie, en vain. On m'a dit que mon dossier est bloqué par les hautes autorités. On nous traite comme si on était des criminels et on nous prive du droit de circuler. L'Etat ne respecte pas ses propres lois, comment voulez-vous qu'il respecte la divergence ?»⁶¹.

9- 3. Scission :

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Chachenaq (cacnaq en kabyle) déclare dans la même presse.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Farid Djenadi, 48 ans, ancien dirigeant du MAK, natif de la commune de Semaoun dans la wilaya de Béjaïa, privé de son passeport depuis près de deux ans. Sans carte d'identité depuis 1989, il attend sans suite la réponse à sa demande de passeport déposée le 30 novembre 2016, s'indigne devant la presse.

Qu'ils soient autonomistes ou indépendantistes, des gens qui ont longtemps quitté le mouvement ou qui ont juste un lien de parenté avec ses cadres, qu'ils soient adhérents de l'Union pour la république kabyle (URK), fondée fin 2017 par l'ancien président du MAK, Bouaziz Aït Chebib, ou du MAK-Anavad (MAK-Gouvernement), la nouvelle combinaison MAK-GPK (GPK est le gouvernement provisoire de la Kabylie en exil) présidé par la figure du mouvement, Ferhat Mhenni, après la scission entre les deux hommes en novembre 2016, aujourd'hui ils sont tous dans le même bain du déni du droit à la circulation après avoir été privés de ce document nécessaire, à savoir le passeport.⁶²

«Après avoir fait de la Kabylie une vaste prison à ciel ouvert et une zone de non-droit pour ses propres enfants, l'Etat algérien confisque arbitrairement les passeports des militants kabyles pour exercer des pressions sur eux, les pénaliser pour leurs opinions politiques et les amener, par la contrainte, à la soumission»⁶³. Si certains d'entre eux ont pu obtenir souvent par des voies indirectes des réponses à leurs questions, d'autres n'ont pas eu trop de peine pour comprendre le pourquoi de ce blocage. «Notre appartenance au MAK en est la raison. Il n'y a aucun doute là-dessus. Nous sommes bloqués par les services secrets sans décision de justice ni fondement de loi»⁶⁴.

10. Irruption du drapeau amazigh dans les manifestations :

L'image de drapeaux amazighs sur la place emblématique de la Grande Poste d'Alger, point de ralliement des manifestations, a rapidement provoqué des réactions de rejet provenant de divers horizons et d'abord de la part de certains cercles islamistes « modérés », héritiers de l'ex-FIS, comme le mouvement Rachad.⁶⁵ Ses membres interviennent depuis le début des protestations sur les réseaux sociaux, notamment pour demander aux frères kabyles de ne sortir

⁶² M. Abane, journal EL WATAN, le 31/08/ 2018

⁶³ Dénonce Bouaziz Aït Chebib, joint par téléphone

⁶⁴ Confirme Madjid Mohammedi, 39 ans, dit Yuva N Tala Hemmu, attend son passeport depuis plusieurs mois. Nommé par Ferhat Mhenni en 2016 comme ambassadeur du GPK en Afrique du Sud.

⁶⁵ . Selon la page Web du mouvement, <https://rachad.org/fr/?page_id=231>, le terme, dérivé du verbe rachada, signifie en arabe « suivre/être dans la bonne direction ». La page renvoie aux références islamiques en citant, chez les musulmans, la forme Ar-Rachid, « avec l'article défini, qui est également l'un des noms divins. C'est l'attribut de Dieu qui indique que c'est Lui qui guide ses créatures, et dont les volontés ne sont pas insensées »

qu'avec la bannière nationale durant les manifestations afin de ne pas entraver l'unité du peuple, et de ne pas se laisser détourner de l'objectif suprême : se débarrasser du régime. Il leur est surtout demandé d'écrire leurs slogans en arabe pour éviter qu'on les « *traite de séparatistes* »⁶⁶. Même son de cloche chez certains analystes qui profitent des tribunes que leur offrent certains médias pour s'exprimer dans le même sens.

Ce discours a été amplifié et radicalisé par des députés ou des politiciens de tendance arabo-islamiste qui développent sur les réseaux sociaux et sur certaines télévisions privées des discours anti-kabyles les qualifiant de zouaves ou de traîtres à la nation, le rôle des Kabyles et l'emblème amazigh étant interprétés comme des symboles préfigurant une « *reconquête de l'Algérie par la France* »⁶⁷. Les diatribes visent également la bannière amazighe, dénommé vulgairement « *râyat al-farchitta* », le « *drapeau à la fourchette* ».⁶⁸ Ce discours, sans être majoritaire, n'en aura pas moins réussi à semer certains doutes et à ouvrir partiellement une brèche dans le récit jusqu'à présent relativement homogène des manifestants unis autour de l'objectif commun : « *yettnehhaw ga'!* »⁶⁹.

10- 1. Interdiction de l'emblème amazigh :

C'est dans ce contexte, et par un discours musclé et virulent prononcé le 19 juin 2019 à Bechar, que le général Ahmed Gaïd Salah, le nouvel homme fort du régime, annonce l'interdiction de l'emblème amazigh et la répression des opposants à cette décision. Il déclare qu'il a ainsi été procédé à des instructions et des ordres aux forces de sécurité pour l'application ferme et précise des lois en vigueur et de contrer tous ceux qui tenteraient à nouveau de toucher aux sentiments des Algériens dans cette question sensible. Même si Ahmed

⁶⁶ <<https://www.facebook.com/watch/?v=267571664123575>>. « Ne portez pas l'emblème amazigh et écrivez vos slogans en arabe pour éviter que l'on vous traite de séparatistes ! »

⁶⁷ Appel de la députée Naima Salhi qui s'était illustrée par des commentaires particulièrement haineux envers les Kabyles en déclarant en public qu'elle « tuerait sa fille si elle parlait le kabyle », mais aussi en appelant à ne pas les fréquenter et « éviter le mariage avec eux ». Voir par exemple : <<https://www.algeriepatriotique.com/2018/02/11/deputee-islamiste-naima-salhi-passible-de-prison-menace-de-mort/comment-page-1/>> ; <<http://www.lexpressiondz.com/index.php/nationale/des-deputes-epinglent-naima-salhi-285909>>.

⁶⁸ Désignation péjorative et dépréciant l'emblème amazigh en référence à ce qui est perçu comme similitude visuelle entre une fourchette et la forme de la lettre « z » en tifinagh dans le drapeau (□) et qui symbolise aussi bien la graphie amazighe tifinagh que l'amazighité comme identité et culture.

⁶⁹ Mot arabe algérien qui veut dire qu'ils dégagent tous !

Gaïd Salah n'a pas explicitement cité le drapeau berbère, quasiment tout le monde a compris qu'il s'agissait de cet emblème.⁷⁰

La répression qui s'en est suivie a offert des scènes parfois surréalistes de chasse à la bannière amazighe lors des manifestations des vendredis à Alger. On a pu voir des policiers grimant à des lampadaires pour arracher des emblèmes qui y étaient accrochés. Selon l'avocate et présidente du parti Union pour le Changement et le Progrès (UCP), Zoubida Assoul, cette persécution est même allée jusqu'à interdire sa reproduction sur des badges (pin's), voire des t-shirts.⁷¹

10-2. Détenus pour port de l'emblème amazigh :

Cette interdiction a été immédiatement suivie d'effet. Dès le lendemain du fameux discours du 19 juin 2019, un nombre non confirmé de manifestants ont été arrêtés pour avoir brandi ou porté sur eux le drapeau amazigh. Parmi-ceux-ci, certains sont médiatisés, comme Samira Messouci, la plus jeune élue de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), arrêtée le 28 juin dernier à Alger. Selon un communiqué du Comité National pour la défense des détenus (CNLD)⁷², celle-ci est privée de soins depuis le jour de son arrestation et fait l'objet d'un acharnement de l'administration pénitentiaire qui lui interdit le port de la robe kabyle et du foulard (*amendil*) comme alternative au hijab, que cette administration voudrait lui imposer de porter le jour de son jugement au tribunal de Sidi M'hamed⁷³. Un autre cas connu est celui du jeune médecin Khaled Chouater, mis sous mandat de dépôt le 24 juin dernier au motif d'avoir publié sur son

⁷⁰ Algérie Focus : <<https://www.algerie-focus.com/2019/06/il-a-porte-de-graves-accusations-contre-ceux-qui-brandissent-le-drapeau-amazigh-durant-les-marches-a-quoi-joue-gaid-salah/?cn-reloaded=1>>.

⁷¹ Dans une interview à la télévision *Berbère TV* (à partir de la mn 8 :28):<<https://www.facebook.com/berberetelevision/videos/2541300939264207/UzpfSTE2NTY0ODE5ODM6MTAyMTg0MjU2NzY4MjcZNDc/%3E>>.

⁷² . <<https://www.algerie1.com/actualite/installation-dun-comite-national-pour-la-liberation-des-detenus?fbclid=IwAR1aYVjOR0ZQ-YZRPEhbXqNgupPytwQcRZXCoaVAsqhMQBYDLB4eB7vXeG8>>.

⁷³ <<https://www.elwatan.com/edition/actualite/hirak-le-cnld-sindigne-du-traitement-reserve-aux-detenus-dopinion-29-08-2019>>.

compte *Facebook* une photo de lui posant devant l’emblème amazigh accroché à l’un des murs de son bureau⁷⁴.

Plusieurs aspects troublants marquent cette décision d’interdire l’emblème amazigh. D’abord, le manque évident d’un cadre de référence clair et/ou de critères unifiés dans la gestion de cette affaire. La Ligue algérienne pour la Défense des Droits de l’Homme (LADDH) alerte sur le nombre élevé d’arrestations et sur la difficulté de faire le point sur la situation, vu que les autorités et le parquet ne fournissent aucune information sur le nombre, le lieu de détention ou sur les chefs d’inculpation des détenus.⁷⁵

Devant la difficulté de trouver une base d’accusation valable, les autorités ont d’abord tenté de poursuivre les porteurs de drapeaux amazighs pour atteinte à l’unité nationale. Cet argument a été cependant battu en brèche, le jeudi 8 août, par la juge du tribunal d’Annaba en prononçant l’acquittement du détenu Nadir Fetissi. Madame Ghania Semah, réputée, selon le quotidien *Liberté*, (pour ses jugements équitables), a prononcé un verdict aux antipodes de la position du procureur qui avait requis dix ans de prison ferme et une amende de 200 000 dinars algériens contre le prévenu. La magistrate a étayé sa décision en se basant sur (l’absence de dispositions pénales criminalisant le port de l’emblème amazigh sur la voie publique), rejoignant en cela les arguments du collectif de défense de Nadir Fetissi. La juge, en ordonnant même la restitution des drapeaux à leur propriétaire, confirme que le fait de porter des emblèmes amazighs, lors des manifestations, ne peut pas être considéré comme un délit.⁷⁶

⁷⁴ <<https://www.algerie-focus.com/2019/08/alerte-letat-de-sante-de-lun-des-detenus-de-letendard-amazigh-se-degrade/>>.

⁷⁵ <<https://www.tsa-algerie.com/atteintes-aux-libertes-et-arrestations-la-laddh-dresse-un-tableau-noir/>>.

⁷⁶ <<https://www.elwatan.com/edition/actualite/arrete-pour-port-de-drapeau-amazigh-a-annaba-nadir-fetissi-acquitte-08-08-2019>>.

Conclusion générale.

Conclusion :

En tenant compte de l'évolution des revendications du mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie, il s'avère assez clair qu'une des premières conclusions à tirer est que l'option souverainiste a été provoquée, ou renforcée, par l'inflexibilité du gouvernement centraliste et par la gestion cataclysmique des revendications amazighes depuis le début des protestations massives d'avril 1980, renforcées par le deuil national kabyle en 2001.

Aujourd'hui, l'ascension incessante du MAK a des conséquences sur la prise de conscience de la question amazighe à pratiquement tous les niveaux, ethniques, linguistiques, socioéconomique avec le blocage de la promotion de tamazight et les projets économique en Kabylie. Il ne fait pas de doute que l'officialisation de la langue amazighe en Algérie participe d'une tentative de désactivation du MAK en Kabylie. Désormais, l'État assume publiquement l'amazighité de l'Algérie, et bien peu de partis refusent de nos jours son officialisation, aucune administration qui imprime des documents en cette langue reconnue constitutionnellement officielle et nationale, pas mal d'établissement scolaire en dehors de la Kabylie qui l'enseigne. D'ailleurs y'en a des parents qui ont remis à certains établissements les livres de tamazight et légalisent des documents qui stipulent l'exonération de leurs enfants à la participation dans des cours de cette matière.

Après vingt (20ans) d'existence de cette mouvance souverainiste le gouvernement centraliste n'a fait aucun effort politique à fin de remédier les négations et le mal qui a été causé par différentes politique durant les décennies précédentes à l'encontre de la Kabylie. Par contre, le décisionnel centraliste persiste encore dans les mêmes pratiques bureaucratiques qui freinent et bloquent tous sorts d'investissements dans la région kabyle comme le décrivent les témoignages précédant. En continuant dans ce sens, les événements des feus de fortes qui affectent l'écosystème de la Kabylie en premier lieu, la sante et l'économie des individus en second lieu, aucun effort du gouvernement n'était affiché à fin de mettre terme à ces éventuelles catastrophes écologiques qui se répètent à chaque début d'été.

La Kabylie se montre tout le temps mobilisée et organisée autant plus que les autres régions, juste pour se montrer capable devant l'inaptitude des politiques jacobines et centralistes qui n'ont pas réussi à intégrer les richesses et les diversités régionales depuis l'indépendance.

Bien que les revendications de ce mouvement soient jusqu'à présent strictement d'ordre identitaire, économique et social, il n'en demeure pas moins qu'un mélange explosif de sentiments de mépris est présent depuis très longtemps dans la région. Ces sentiments sont alimentés par la sensation d'abandon par l'État central depuis l'indépendance du pays, par les pénibles souvenirs des répressions de la fin des années 70 jusqu'au début du vingt et unième siècle. La conjonction de ces facteurs et du particularisme linguistique et culturel renforce les sentiments d'une appartenance commune et d'une spécificité kabyle qui se manifeste par des drapeaux amazighs et kabyles imposé par le MAK et le GPK, fièrement brandis à chaque manifestation en Kabylie et dans la diaspora, mais aussi et surtout par la construction d'un discours de représentation de la situation comme injuste et discriminatoire. L'accord sur le diagnostic de la situation est construit pour le moment autour de revendications identitaires, linguistique, culturelle, politique et socioéconomique. Néanmoins, tous les ingrédients semblent converger vers le renforcement d'une revendication séparatiste qui semble vouloir aller bien au-delà de la simple reconnaissance de l'amazigh comme langue officielle en Algérie au mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie.

La liste bibliographique :

Les ouvrages :

- Abdenour Ali Yahia, algérie : raisons et déraison d'une guerre, Ed, l'harmattan, Paris 1996.
- Alain Touraine, la voix et le regard, Ed, seuil, 1978.
- Ali Guennoun, Chronologie du mouvement berbère 1945-1990, Alger, Casbah Editions, 1999.
- Arav Benyounes, la Kabylie dans tous ses Etats (LA FORA KABYLIA ET SES FAIBLESSES), Ed, centre de promotion artistique, 2006
- Amar Ouerdane, « Un conflit à plusieurs faces : "la crise berbériste" de 1949 » dans La Question berbère dans le mouvement national algérien, Québec, Sillery ; Paris, Septentrion, 1993.
- Ferhat Mhenni, Algérie : la question kabyle, Ed, Michalon, avril 2004
- Ferhat Mhenni, mémorandum pour l'indépendance de la Kabylie, Ed, Fauves, novembre 2017, France.
- Houcine Ait Ahmed, mémoire d'un combattant, esprit d'indépendance, Ed, Sylvie Mysinger, Paris, 1983.
- Lahcène Seriak, identité amazigh(l'Algérie aux sources de l'humanité :30siècles d'histoire), L.D.1664-2002.
- Mohamed Harbi, Algérie et son destin : croyants ou citoyens, Ed, media associates, paris 1994.
- Maxime Ait Kaki, de la question berbère au dilemme kabyle au l'aube du XXI siècle, Ed, l'harmattan, Paris 2004.
- Salem Chaker, « L'affirmation identitaire berbère à partir de 1900 : constantes et mutations (Kabylie) », Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, 44/1, 1987.
- Rachid Zouaïmia, L'introuvable pouvoir local, Insaniyat, n° 16, 2002
- Saïd Chikhi, «Algérie : du soulèvement populaire d'octobre 1988 aux contestations des travailleurs», in Mouvement social et modernité, ouvrage collectif, Naqd/SARP, Alger, mars 2001.
- Saïd Saadi, la révolution du 22 février, un miracle algérien, Ed, Frant Fanon, octobre 2020.
- Said Kaced et Meziane Ourad, la Kabylie qui résiste.Ed, SAEC-LIBERTE,2002.
-

Articles et revues scientifiques :

- Mohand, Tilmatine, des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination : le cas de la Kabylie (Algérie), Rabat: Centre Jacques-Berque, 2017.
- Carmen Garraton Mateu, Religion et identité amazighe : réflexions sur le rôle de l'islam en Kabylie (Algérie), Rabat: Centre Jacques-Berque, 2017.
- José Mariette, Le Mouvement indépendantiste Martiniquais : sociologie politique d'une ascension électorale. Bulletin d'histoire politique, 11 (1), 127–138. <https://doi.org/10.7202/1060580ar>, 2002
- Ramdane Boukharrouf, le berbère dans les textes des constitutions algériennes. . analyse des pratiques discursives. Approche discursive et jurilinguistique , université Mouloud Maamri de Tizi-Ouzou, Comparative Legilinguistics vol. 40/2019 DOI: <http://dx.doi.org/10.14746/cl.2019.40.1>
- François Taglioni, Les revendications séparatistes et autonomistes au sein des États et territoires mono- et multi-insulaires Essai de typologie, Cahiers de géographie du Québec, Département de géographie de l'Université Laval, 2005, halshs-00005583.
- Maxime Ait Kaki, Les Etats du Maghreb face aux revendications berbères, In: Politique étrangère N°1 - 2003 - 68e année,
- Yassin Temlali, la révolte de Kabylie ou l'histoire d'un gâchis, L'Harmattan | « Confluences Méditerranée », 2003/2 N° 45, ISSN 1148-2664 ISBN 9782747544733
- Amar Ouerdane. La « crise berbériste » de 1949, un conflit à plusieurs faces. In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, N°44, 1987
- Salem Chaker, 1984, Textes en linguistique berbère (Introduction au domaine berbère), Paris, C.N.R.S.
- Thomas Wurtenberger, l'autonomie locale et régionale, principe directeur du droit constitutionnel en Europe, Anuario Iberoamericano de Justicia Constitucional ISSN 1138-4824, núm. 9, Madrid 2005.
- C. Castellanos, S. Chaker & M. Tilmatine, Actes de la rencontre Kabylie-Catalogne. Identités nationales et structures étatiques dans le contexte méditerranéen, Editions Berbères, Paris, 2008.

La liste webographique :

- <https://www.lematindalgerie.com/issad-rebrab-passera-la-nuit-en-prison-veut-exclure-la-kabylie-du-hirak-video>
- <http://www.makabylie.org/index.php/le-mak-en-quelquesquestions/>
- <http://www.lematindz.net/news/3067-la-kabylie-lademocratie-et-lautonomie-par-mustapha-hammouche.html> ;
- http://www.elwatan.com/dyn/imprimer.php?link=http%3A%2F%2Fwww.elwatan.com%2Factualite%2Fprintemps-berbera-tizi-ouzou-des-milliers-de-manifestants-dans-lesrues-20-04-2015-292859_109.php
- <http://www.elkhabar.com/press/article/104138/#sthash.gh6T2Fvg.cmWRytzx.dpbs>
- http://www.siwel.info/communiqué-du-mouvement-pour-l-autodetermination-de-la-kabylie_a5585.html
- http://www.elwatan.com/actualite/progression-du-mak-le-ffsaccuse-le-pouvoir-23-04-2016-319400_109.php
- http://www.libe.ma/Pourquoi-ne-pas-appliquer-l-autodetermination-a-la-Kabylie-et-aux-Touaregs_a37667.html
- http://archives.siwel.info/Discours-historique-du-president-del-Anavad-devant-l-Assemblee-generale-du-MAK-Anavad-a-Montreuille-25-09-2016_a9783.html [consulté le 01/03/2017].
- <http://www.lematindz.net/news/22329-bouaziz-ait-chebibdmissionne-de-la-presidence-du-mak.html>
- http://www.elwatan.com/actualite/le-rpk-nouveau-mouvementautonomiste-pour-la-kabylie-26-02-2017-340040_109.php
- <http://www.tsa-algerie.com/20150420/entretienavec-bouaziz-ait-chebib-president-du-mak/>
- <https://www.algerie-focus.com/2019/08/alerte-letat-de-sante-de-lun-des-detenus-de-letendard-amazigh-se-degrade/>.
- <https://www.elwatan.com/edition/actualite/arrete-pour-port-de-drapeau-amazigh-a-annaba-nadir-fetissi-acquitte-08-08-2019>.
- http://www.elwatan.com/actualite/il-faut-reconnaitre-lemouvement-pour-l-autonomie-de-la-kabylie18-11-2014-278167_109.php
- <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2015/07/28/article.php?sid=181992&cid=2>
- http://www.elwatan.com/actualite/idir-defend-le-droit-de-ferhata-s-exprimer-01-10-2013-229881_109.php

- http://www.elwatan.com/actualite/le-probleme-fondamental-del-algerie-c-est-de-refonder-la-nation-27-02-2017-340115_109.php
- <tps://www.kabyle.com/articles/imazighen-libye-voielautodetermination-22047-14082013>
- <https://books.openedition.org/pur/61144?lang=fr>.

Dictionnaire et encyclopédie :

- Ferréol Gilles et autres, dictionnaire de Sociologie, Armand Colin édition, Paris, 1991.
- Georges Fischer l'Encyclopaedia Universalis, Ed, Encyclopædia Britannica, 1968
- Maurice Bouvier, Ajam et autres, dictionnaire économique et social, centre d'étude et de recherche, Marxistes, Ed, Sociales, Paris, 1975.

Mémoires et thèses :

- Ouyidir Belhimer, approche anthropologique de l'engagement des acteurs du printemps berbère 1980, mémoire de magister en anthropologie, faculté des sciences humaines et sociales, école de doctorat en anthropologie, université Mouloud Maamri, Tizi-Ouzou.
- Lydia de Witte, Kabyles et mémoire(s) de la guerre d'Algérie Enjeux mémoriels du cinquantenaire de l'indépendance à travers un journal et un site communautaires, Universiteit Leiden Faculteit Geesteswetenschappen, Franse Taal en Cultuur Directeur de mémoire: Dr. K.M.J. Sanchez Second lecteur: Dr. A.E. Schulte Nordholt, s1181645, 2014
- Joachim Légeret, des tours humaines pour la République(Le mouvement indépendantiste catalan et la fabrique du consensus national), Mémoire de master en sciences sociales – pilier anthropologie, Faculté des lettres et sciences humaines Institut d'Ethnologie Rue Saint-Nicolas 4 CH-2000 Neuchâtel, 26 septembre 2018.
- Hélène Peton. Thèse de doctorat, mouvements sociaux et processus de désinstitutionalisation. Le cas de l'amiante en France. Gestion et management. Université Paris Dauphine - Paris IX, 2012. Français. NNT: 2012, PA090055, tel-00785234.